la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

L'unité, voie de Prague et de Budapest
par Pierre MONATTE

Le Congrès du Parti Socialiste Autonome
par Jean BERGER

Détense du prolétariat agricole
par Francis DUFOUR

Danger fasciste et réactions ouvrières
par Roger HAGNAUER

Anniversaire de la commune :
Le cordonnier Alexis Trinquet
par Jean MAITRON

Numéro 440 — Nouvelle série N° 139

JUIN 1959 — PRIX : 150 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois ..... 800 fr.
Un an ..... 1.500 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 1.000 fr.
Un an ..... 1.800 fr.

Le numéro : 150 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 440 - Juin 1959

L'unité, voie de Prague et de Budapest.... Pierre MONATTE
Le Congrès du Parti Socialiste Autonome. Jean BERGER
La liberté syndicale ..... R. G.
Défense du prolétariat agricole ..... Francis DUFOUR
Le Premier Mai, journée de lutte.

Chronique de l'union des syndicalistes :

La tension augmente. — Où Hébert s'explique. — Si, il a été parlé du M.S.U.D. — Suite d'une discussion parfaitement inutile ..... R. GUILLORE

Parmi nos lettres

Nombril adoré (J. Péra). — Amende honorable (J. Péra). — Réveil de la discussion (J. Duperray). — Confiance au P.S.A. (L. Bert et F. Ch).

L'intellectuel communiste ..... L. M.
Nos alliés de l'Est ..... L. M.

Notes d'économie et de politique :

Choses d'Afrique. — Malraux a raison. — Pourquoi l'Irak ne nationalise pas le pétrole de Mossoul. — Une seconde « ligne Morice » ..... Robert LOUZON
Le chantage russe sur la Finlande ..... Evert ARVIDSSON
Problème : Identité ou égalité ..... Jean DUPERRAY
Danger fasciste et réactions ouvrières .. Roger HAGNAUER
Un crime ..... R. H.
Lettre de Tunis : Toi aussi ! ..... J.-P. FINIDORI
Anniversaire de la Commune : Le cordonnier Alexis Trinquet ..... Jean MAITRON
Ceux qui nous quittent : Alberto Meschi. Ugo FEDELI
Cercle Zimmerwald : Où va l'Afrique noire ? Hommage à Marceau Pivert.

ENTRE NOUS

Pourrait-on dire que ce numéro de la « R.P. » est composé sous le signe de l'unité ?

C'est l'éditorial de Monatte qui naturellement donne le ton. Le fait qu'il proclame à nouveau la nécessité de l'unité devrait suffire pour écarter des préventions injustifiées contre nous.

Unité syndicale — unité de classe. Le répéter, c'est répondre à ceux qui doutent de l'existence même d'une classe ouvrière. C'est élever le barrage le plus solide contre la colonisation post-stalinienne.

Des pédants qui ne pardonnent pas au syndicalisme d'avoir grandi hors de leur influence n'ont pas manqué d'attribuer au syndicalisme de la Charte d'Amiens la paternité du bolchevisme. Stupidité ! Ce qui a facilité le succès du bolchevisme, c'est justement l'étouffement de l'esprit de classe sous les intérêts des révolutionnaires professionnels ou des profiteurs de l'Union Sacrée.

Unité de classe — qui ne se limite pas au seul prolétariat des usines. Pour la première fois, depuis longtemps, la « R.P. » publie un article sur les ouvriers agricoles.

Unité syndicale — ce qui veut dire d'abord qu'il faut revenir à la notion du syndiqué... qui se syndique parce qu'il veut défendre ses intérêts de salarié — à la notion du syndicaliste qui s'est formé exclusivement dans la lutte syndicale. Tout militant ouvrier désintéressé est des nôtres. C'est oublier l'essentiel du syndicalisme que d'accorder au titre d'une centrale, la valeur d'une raison sociale ou d'un choix idéologique. On est F.O. ou autonome, selon le hasard des rencontres ou des répugnances. La « R.P. » ouvre ses colonnes à tous ceux qui ont quelque chose à dire sur le mouvement en général, sur leur centrale, en particulier. Non seulement elle n'est soumise à aucune préférence, mais elle ne peut être équilibrée et balancée selon les règles d'un savant opportunisme. Au lendemain d'un congrès F.O., il est normal qu'elle soit ouverte à ceux qui y ont participé. Comme elle l'est aux militants autonomes qui veulent écrire pour elle...

Quant à l'unité de classe internationale, tous nos numéros en portent témoignage. C'est un exemple que d'autres pourraient suivre... d'autres qui sont plus intéressés par les pique-nique de M. Khrouchtchev que par les grèves en Argentine ou en Allemagne orientale.

Tout cela prouve que la « R.P » garde sa place. Elle reste fidèle à sa mission. Et si elle ne peut la remplir assez efficacement, c'est que certains oublient leur devoir envers elle. Des conseilleurs, nous en appelons toujours. Qu'ils soient ou non des payeurs. Mais s'ils sont payeurs et conseilleurs à la fois, leurs conseils ne perdront rien de leur utilité et pourront être plus facilement appliqués.

Le gérant : J.-P. FINIDORI — Editions Polyglottes 232, rue de Charenton, Paris

L'unité, voie de Prague et de Budapest

Dans le coin des Pyrénées où je me trouvais lors du congrès confédéral F.O., la *Dépêche* de Toulouse informait chaque jour sur les débats assez sérieusement. C'est au cours d'un des premiers comptes rendus, que je fus frappé par une formule de Bothereau : *l'unité syndicale, c'est la voie de Prague et de Budapest.* Aussi mon étonnement fut grand de ne pas trouver au cours des jours suivants une réponse de quelque partisan de l'unité, particulièrement des militants du M.S.U.D. et notamment de l'ami Lapeyre. Depuis mon retour, j'ai vu divers camarades qui avaient assisté au congrès, aucun d'entre eux n'avait retenu, ni même entendu cette forte parole du secrétaire général de F.O. Pourtant le rédacteur de la *Dépêche* ne l'a certainement pas inventée. A la *Dépêche*, on avait l'œil sur F.O. ; André Lafond donnait jusqu'alors un grand article de première page chaque semaine. Collaboration arrêtée le jour où la *Dépêche* entreprit la publication intégrale des *13 complots du 13 mai* des frères Bromberger, comportant le paragraphe qu'on sait sur le rôle fameux de Lafond dans l'opération fasciste ou fascisante du 13 mai.

J'avais même supposé tout de suite que c'était là un coup droit à Lapeyre pour sa participation au mouvement syndical uni et démocratique. Le coup attendu, depuis qu'il était question que le départ de Lafond serait compensé par une attaque contre Lapeyre. Vlan à droite ! Vlan à gauche !

A gauche, si tant est qu'on puisse être de gauche quand on risque d'entraîner son mouvement et son pays dans la triste voie de Prague et de Budapest.

Mais qui risque d'entraîner le mouvement dans cette voie ? Bothereau ou Lapeyre ? Ce n'est sûrement pas Lapeyre. C'est peut-être Bothereau, quoi qu'il en pense. Son anticommunisme farouche mais obtus ne constitue pas un barrage sérieux sur une telle voie.

Je sais bien que Bothereau a déjà fait deux expériences de réunification syndicale, toutes deux malheureuses. Mais pourquoi ont-elles été malheureuses ? Pour une bonne part, parce que Bothereau et ses amis n'ont pas su opposer au dynamisme des staliniens un dynamisme de même force et plus clairvoyant. Ils se sont laissé manger syndicat après syndicat, U. D. après U. D., Fédération après Fédération. Le moyen de n'être pas dévoré quand on pensait qu'on n'avait rien à reprocher à Staline, comme le disait Raoul Lenoir, l'éminence grise de la C.G.T. de Jouhaux, qui ne gardait de haine que pour Lénine et Trotsky. Ou quand on jugeait, comme Raymond Bouyer, autre secrétaire confédéral, qu'il était possible de travailler en plein accord avec les staliniens ; qu'ils avaient enfin compris, et qu'ils étaient venus sur la plateforme des réformistes et jusqu'auboutistes. Deux réunifications confédérales opérées dans une pareille atmosphère d'incompréhension ne pouvaient tourner autrement. A qui la faute ?

Aujourd'hui, à F.O., on n'est pas pressé de tenter une troisième expérience. Par anticommunisme d'abord. Mais aussi parce qu'on raisonne comme si l'on était en 1948, au lendemain des grèves Molotov contre le plan Marshall. On a été acculé à la scission. On a élevé une nouvelle maison. Il s'agit de rabattre le plus de monde possible dans la nouvelle confédération. Que vient-on parler de réunification ? Elle doit se faire dans F.O. C'est tout simple.

Qu'attendent par exemple les instituteurs pour la rallier ? Galloni et Bothereau n'ont pas l'air de se rappeler qu'il n'y a pas si longtemps ils décidaient d'interdire la double affiliation des instituteurs à la centrale de leur choix tout en restant à leur syndicat autonome, ils ne se rappellent plus les raisons qui amenèrent les instituteurs à prendre la position d'autonomie pour sauvegarder leur force corporative. La mise en route de F.O. fut moins que brillante. Les élections de délégués mineurs montraient que les mineurs, loin de suivre Carpentier et Cie, restaient en grande masse à la C.G.T. Le referendum du Livre non seulement ne se prononçait pas en faveur de F.O., mais il ne donnait qu'une minorité, forte il est vrai, à l'autonomie, et une majorité pour rester à la C.G.T. Il faut dire que les animateurs de F.O. avaient multiplié les fautes de détail et commis une plus grosse : vouloir refaire une Centrale réformiste, au lieu de rassembler tous les courants, tous les militants qui s'étaient dressés contre les grèves Molotov et qui refusaient justement de s'engager sur la voie de Prague et de Budapest. Il est naturel que le syndicat national des instituteurs ait préféré, alors l'autonomie.

Il ne l'a pas fait de gaîté de cœur. Il a bien vu qu'il lui manquerait le contact avec la classe ouvrière. Il a tâché de maintenir le contact. C'est même pourquoi douze ans après il a réveillé le mouvement pour l'unité syndicale, en vue de préparer la venue d'une Confédération non prisonnière des staliniens ou des réformistes de collaboration gouvernementale, une Confédération syndicaliste, c'est-à-dire maîtresse chez elle, une Confédération animée par la défense de la classe ouvrière et visant à la libération ouvrière. Evidemment, c'est une tâche de longue haleine. Mais entendre l'appel de Bothereau et rallier F.O., ce serait une faute que le S.N.I. ne peut envisager de commettre.

Bothereau a raison de penser que la C.G.T. stalinienne puise une grande partie de sa force dans les cellules d'usines, élément actif sur le lieu de travail de ses propres syndicats. Raison encore de penser que la C.F.T.C. puise, elle, une partie de sa force dans l'Eglise, ses prêtres et les organisations de jeunesse chrétiennes ; c'est peut-être moins vrai aujourd'hui qu'hier. Des militants syndicaux chrétiens de plus en plus nombreux se refusent à accepter les consignes de l'Eglise et font preuve de conscience de classe.

Mais Bothereau a tort de penser que l'instituteur pourrait jouer au bénéfice de F.O. le rôle que jouent pour la C.G.T. les cellules sta-

liniennes d'usine, ou les prêtres pour la C.F.T.C. Non, rien de pareil n'est à attendre. C'est au sein des syndicats F.O. que doit se former et se dresser le militant solide sur pattes et à la tête non moins solide capable de tenir tête, non seulement à son camarade d'atelier, militant de la C.G.T. ou de la C.F.T.C., mais surtout tenir tête au patron. La force du stalinien vient de ce qu'il est celui qui engueule le patron. Il s'agit pour F.O. d'avoir des militants moins habiles peut-être pour engueuler le patron, mais animés d'une réelle conscience de classe, capables d'être les bons interprètes de leurs camarades de travail. Ce n'est pas du dehors qu'il faut attendre une aide, c'est dans l'organisation même que doit pousser une génération de jeunes militants. Je suis bien tranquille ; pour la formation d'une telle génération on trouvera l'aide de pas mal d'instituteurs. Leur syndicat national pourra y aider en demandant à ses sections d'y contribuer. Ces sections ne m'ont pas donné l'impression d'effectuer à la base, c'est-à-dire dans leur département, ce que leur bureau syndical national effectuait au sommet. Que le branle soit donné et les instituteurs aideront non seulement à renforcer dans le pays le mouvement pour l'unité mais à créer des militants nouveaux, à rallier les anciens, à les mettre en face des problèmes ouvriers d'aujourd'hui. Ce ne sera pas fait au détriment de la défense laïque, mais à son avantage, à son grand avantage. Ce ne sera pas fait au détriment de la lutte contre le 13 mai et contre l'armée au pouvoir, ce sera le plus fécond effort pour mobiliser la classe ouvrière contre la montée du fascisme.

On parle de plus en plus, de divers côtés, de sclérose des syndicats ; les camarades de la *Tribune ouvrière* de chez Renault n'ont peut-être pas tort quand ils critiquent les divers syndicats de leur grande boîte. Mais tout le mal ne vient pas de la tête de ces syndicats ; le syndiqué en bas a sa large part de responsabilité. Une masse ouvrière apathique, dont les membres les plus actifs ne pensent qu'au débrouillage individuel, ne peut avoir que de fichus syndicats. Le remède n'est pas dans les conseils ouvriers, comme le croient les camarades de la *Tribune ouvrière* et ceux de *Socialisme ou Barbarie*. Que ne s'attachent-ils à redresser leurs syndicats, à les guérir de leur sclérose, ou pourquoi ne reprennent-ils l'expérience d'un nouveau syndicat faite jadis par l'ami Pierre Bois ?

Même reproche de stérilité et de dégénérescence est fait aux Unions départementales. Elles ne rendent plus de services, elles tournent à vide. Elles sont les préfectures des diverses confédérations, avec des secrétaires aussi liés par les consignes confédérales que les préfets le sont par les ordres du ministère de l'Intérieur. Là aussi, c'est à la base de réagir. Les syndiqués doivent aux U.D. leurs cotisations, mais ils leur doivent plus encore leurs conseils, leurs suggestions, leur contrôle, leur appui, afin que se réalise dans l'U.D. le sentiment de solidarité de l'ensemble ouvrier. On peut m'objecter qu'aujourd'hui, une très large fraction de la classe ouvrière est régie par des contrats nationaux. D'où l'importance des Fédérations, signataires de ces contrats. D'où la faiblesse des Unions départementales. Reste une marge considérable d'activité pour les U.D. Elles sont plus près du syndiqué, au moins en province, que la Fédération. Elles peuvent aider considérablement les Fédérations dans leur recrutement, dans la recherche et la formation de militants, boîte par boîte, corporation par corporation. Et surtout c'est à elles, U. D., que revient le travail d'entr'aide, de solidarité entre les ouvriers de toutes corporations, services publics et fonctionnaires compris.

L'unité véritable implique la création d'une atmosphère nouvelle où le syndicat soit animé par des syndiqués nombreux représentant des courants divers de pensée et non un troupeau de moutons conduit par un berger quelconque, où les Fédérations reçoivent leur inspiration de la base et de même les Unions départementales ; leurs secrétaires ne sont pas des préfets nommés en haut, mais des militants désignés par leurs camarades d'en bas, épaulés par eux, poussés aussi, contrôlés sans cesse.

Il paraît qu'il n'en est plus ainsi. Il s'agit d'y revenir. La tâche est plus difficile et plus complexe qu'autrefois, paraît-il. Raison de plus pour que l'on ne s'en remette pas à une bureaucratie d'autant plus orgueilleuse et méprisante qu'elle est inférieure à sa tâche.

Bothereau ne veut pas s'engager sur la voie de Prague et de Budapest. Mais nous non plus. Non en vertu d'un anticommunisme qui renonce à la Révolution, mais précisément en vertu des vieux principes syndicalistes qui regardent le syndicat comme le groupement essentiel de la classe ouvrière. Nous avons trouvé très juste la formule de Raymond Aron suivant laquelle le prolétariat, pour désavouer le parti communiste, devrait être capable de refaire son unité en dehors et contre lui.

En dehors et contre le parti soi-disant communiste, comme il le fit en 1906 contre le parti socialiste.

Cela réclame un effort vigoureux, probablement long, un effort à tous les étages de l'organisation, en bas autant qu'en haut.

En bas on a perdu les grands espoirs d'hier, on ne croit plus, on ne peut plus croire que présentement l'action des travailleurs est capable d'empêcher la guerre ; on ne croit plus, on ne peut plus croire que l'émancipation des travailleurs et l'organisation d'une société juste et humaine est une tâche facile après avoir vu l'expérience russe d'octobre 17 tourner à un étatisme totalitaire, opprimant ouvriers et paysans autant sinon plus que ne l'avait fait le tsarisme, et transformant la bureaucratie du soi-disant Etat prolétarien en une nouvelle classe d'exploiteurs. Présentement on a perdu les grands espoirs. Il importe de les ranimer en dégageant la leçon des dures expériences vécues.

En haut, l'exemple des deux secrétaires de F.O. qui ont, l'un, Lafond, rallié le 13 mai dès la période de sa préparation et l'autre, Le Bourre, dans la période d'après la victoire, montre combien les militants doivent être vigilants, combien leurs actes doivent être commandés par des principes fermes. Ces deux hommes-là étaient montés au secrétariat confédéral de F.O. en qualité de minoritaires et de révolutionnaires. Au bout de quelques années on les voit plus réactionnaires que

leurs collègues réformistes du secrétariat confédéral. Leur cas mériterait d'être l'objet d'un examen plus sérieux et plus profond que je ne peux le faire ici et qu'on ne paraît le faire dans les milieux de F.O.

Il ne faut pas oublier que notre mouvement traverse une époque de basses eaux. Tout est plus difficile alors. Les hommes, les organisations sont empêtrés dans le marécage. L'horizon est sombre. Raison de plus pour que ceux qui ne désespèrent pas en mettent un coup. L'effort pour l'unité syndicale est certainement la plus capable d'aider à sortir le mouvement du marécage. Il répond aux tâches d'aujourd'hui et prépare celles de demain.

C'est en ne le comprenant pas qu'on se laisserait engager sur la voie de Prague et de Budapest.

Pierre MONATTE.

Le Congrès du Parti Socialiste Autonome

La « minorité socialiste », celle qui combattit durant des années le socialisme incarné par Guy Mollet, Lejeune et Lacoste, s'est transformée définitivement en « Parti socialiste autonome ». Cela s'est passé les 1er, 2 et 3 mai à Montrouge. L'importance du congrès constitutif mérite qu'on s'y arrête, que l'on évalue les chances de l'entreprise et ses risques et que l'on étudie les tendances qui se sont fait jour tout au long du congrès.

Il semble tout d'abord incontestable que le parti socialiste autonome représente déjà, sur le plan quantitatif, davantage que tous les groupes qui avaient prétendu, au cours des décennies passées, parler au nom du prolétariat, du socialisme et même du « communisme authentique ». Sans crier au miracle, on peut cependant affirmer que le fait d'avoir rassemblé quelque dix mille adhérents dans une période où le mouvement ouvrier semble se trouver en pleine stagnation sociale, est un succès incontestable. La S.F.I.O. devait être bien malade pour que ses militants les plus actifs et les plus sincères l'abandonnent à son triste sort.

La qualité des adhérents au P.S.A. ne peut être contestée : les militants de l'enseignement y jouent un rôle prépondérant et même ceux qui n'ont pas donné une adhésion formelle ont puissamment aidé à la formation du parti : tel est le cas de Denis Forestier, du Syndicat national des instituteurs, et de bien d'autres. C'est vrai également pour plusieurs syndicalistes ouvriers, surtout de camarades qui militent dans les organisations « Force Ouvrière ».

Ceux qui ont assisté au congrès du P.S.A. ont pu se rendre compte combien l'ambiance de ces assises était différente de celles du parti de Guy Mollet : intérêt véritable pour les problèmes débattus, niveau intellectuel bien supérieur, militantisme réel et sincère. Sans aucun doute, le socialisme traditionnel (et nous reviendrons sur ce terme), ayant abandonné la Cité Malesherbes s'était réfugié au congrès de Montrouge.

Est-ce à dire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes socialistes ? Certainement pas et l'on rendra peut-être service à ceux qui se sont lancés dans la redoutable entreprise de construction d'un parti socialiste véritable, en signalant quelques faiblesses, quelques équivoques caractéristiques de la nouvelle organisation.

Lorsqu'on se trouve en face d'un nouveau parti, la première question qu'on se pose est celle-ci : sur quelle base idéologique repose cette organisation, quelles sont ses perspectives proches et lointaines ? On aurait beaucoup de peine à y répondre valablement après le premier congrès du P.S.A. Dans tous les discours, le même leitmotiv revenait invariablement : « Nous sommes le parti de Jaurès, de Guesde et de Léon Blum. » Et quelques-uns y ajoutaient le nom de Karl Marx...

Il est certain que cette affirmation n'a strictement aucun sens. Ce retour aux sources permet tout au plus d'énoncer quelques principes généraux et de se différencier de Guy Mollet ; mais après ? Et c'est le premier reproche grave que l'on puisse faire aux initiateurs du P.S.A. Leur entreprise est, jusqu'à présent, celle du refus d'un certain passé, mais aussi du refus d'envisager l'avenir en termes nouveaux, du refus de « décoller » des mots et de poser, en termes concrets, une réalité différente.

On le sentait bien lorsque André Philip, dans une longue intervention, s'efforçait de fournir une description détaillée de certains changements intervenus dans la structure du système capitaliste : non pas que ses thèses fussent percutantes ou que ses solutions (le « travaillisme ») fussent originales. Mais le fait est que son effort d'analyse ne rencontrait aucune adhésion bien qu'il fût écouté avec beaucoup d'attention (et cela parle en faveur du climat démocratique qui règne à l'intérieur du P.S.A.).

S'il s'agit là d'une faiblesse qui est finalement celle de l'ensemble du mouvement ouvrier et, également, de sa branche syndicale, certaines équivoques, par ailleurs, créent et créeront un danger plus grave pour l'avenir du parti. Absence de clarté, d'abord, en ce qui concerne les relations avec le parti communiste : la très brève résolution sur les « rapports avec le P.C. » précise, certes, que le P.S.A. « n'acceptera avec le P.C. français, sur le plan national, aucun engagement et aucun programme d'ensemble, aucune combinaison d'appareil ou d'organisation », ce qui est très net ; mais elle dit encore : « Par contre, au cas où les circonstances l'exigeraient, le P.S.A. pourra passer, avec le P.C.F., sur le plan national ou fédéral, des accords circonstanciés sur des points précis et limités. » Ce qui laisse évidemment place à bon nombre d'arrangements et le comportement de certains membres du P.S.A. lors des élections municipales démontre que l'on peut aller loin dans cette voie...

Mais ce qui surprend et inquiète davantage c'est que les organisateurs du congrès n'ont point éprouvé le besoin de se délimiter très nettement, par un texte clair et précis, du parti communiste et du stalinisme. Cela aurait été d'autant plus nécessaire qu'à l'intérieur du parti des éléments influents ne cachent guère une certaine nostalgie du « Front populaire ». La vérité commande d'ajouter que non moins nombreux certainement sont, parmi les militants du P.S.A., ceux qui n'envisagent pas un seul instant de compromission avec le parti stalinien. On peut s'attendre, dans l'avenir, à des luttes assez violentes où apparaîtront au grand jour des dissensions sérieuses qui, pour l'instant, se cachent sous des formules générales et parfois équivoques.

Ce sera le cas surtout si la fusion avec l'Union

de la gauche socialiste, approuvée à l'unanimité par le congrès du P.S.A., se réalise. Quel sera, alors, le visage de ce nouveau parti, lorsque des hommes comme Gilles Martinet, Manuel Bridier, et d'autres, mettront en avant leurs conceptions du socialisme, c'est-à-dire d'un socialisme assez proche de certaines thèses défendues par ceux qui, au fond, considèrent le parti communiste comme un « parti frère », et le « socialisme », à l'Est, comme un phénomène « progressif » ? Il n'y a pas de doute que la faiblesse idéologique que nous avons signalée au début de cet article peut contribuer à favoriser des éléments pour qui la fusion ne pourrait être qu'une « opération » tendant à faire de ce parti un élément d'appoint du P.C. Mais, bien entendu, rien n'est encore décidé et il est fort possible que les éléments nettement antistaliniens parviennent à avoir le dessus.

Mais ils auront fort à faire : lorsqu'on jette un coup d'œil sur la motion qui concerne la politique étrangère, on s'aperçoit que, là encore, la clarté politique n'est pas l'élément dominant. Pourquoi, en effet, donner une adhésion inconditionnelle à toutes les thèses du « désengagement » sans en signaler le danger, sans souligner tout au moins le fait qu'elles se placent presque toutes dans le cadre d'une offensive politique de Moscou ? Il est vrai que le Labour Party et le parti social-démocrate allemand ne sont, sur ce plan, guère plus perspicaces. On regrette, en particulier, de ne trouver dans la résolution sur l'Allemagne, aucun mot sur la nécessaire défense des libertés des habitants de Berlin-Ouest, ni aucune protestation contre le régime d'esclavage établi à Berlin-Est.

Autre lacune grave, enfin : d'un congrès socialiste siégeant dans les circonstances actuelles, on aurait attendu une analyse approfondie du régime gaulliste, de sa force et de ses faiblesses, des perspectives du mouvement ouvrier. Rien de ce genre n'a été dit dans les discours, rien non plus n'apparait dans les motions adoptées. Comment s'engager dans la lutte contre le « système » actuel, lorsqu'on ne détermine pas sur quelles forces il s'appuie, lorsqu'on ne cherche pas à évaluer les forces ouvrières et syndicales qui pourraient lui être opposées ?

On saluera, par contre, les motions adoptées sur l'Algérie et la décolonisation, sur l'enseignement et la laïcité, qui analysent, en termes clairs, l'attitude d'un parti socialiste. On se réjouira également de la motion en faveur de l'unification syndicale, où est reconnue « la nécessaire indépendance (des syndicats) vis-à-vis des formations politiques » et où est considéré comme un « élément positif essentiel » l'initiative prise par les fondateurs du « Mouvement pour un syndicalisme uni et démocartique ».

D'aucuns diront : malgré quelques approbations, cela fait pas mal de critiques sévères à l'égard d'un parti qui vient de se constituer et dont la bonne volonté et l'idéalisme de ses initiateurs ne sauraient être mis en doute. Certes. Mais dans la mesure où ce parti ne réussira pas, dès le début, à se défaire de certains schémas « socialistes » et, surtout, de certaines équivoques à l'égard du stalinisme, son avenir sera compromis. Le parti de Mollet et celui de Thorez ne disparaitront pas comme par enchantement parce que Depreux proclame un socialisme plus pur, cela n'est pas douteux. Les appareils de ces partis pèseront d'une façon constante sur la pensée et l'action des militants du P.S.A. Ceux-ci, pour s'en préserver, ont avant tout besoin de clarté et d'une multitude de contacts avec la véritable vie ouvrière. Alors, peut-être pourront-ils construire ce parti socialiste qui nous fera oublier Guy Mollet et Lacoste.

Jean BERGER.

LA LIBERTE SYNDICALE

Le Bureau International du Travail publie un livre sur le droit syndical dans le monde, qui mérite de retenir notre attention.

Il s'agit d'un *Cours d'Education Ouvrière* comprenant dix-huit leçons et portant sur *la liberté syndicale et la protection du droit syndical à travers le monde.*

C'est le troisième d'une série qui comprend déjà : *La coopération* (1956), *La Sécurité sociale* (1958). Il présente ce caractère d'objectivité un peu froide qui est inséparable de ce genre d'ouvrage. Tel quel, il rendra de grands services, non seulement aux écoles syndicales et ouvrières, mais à tous les militants qui veulent se documenter sérieusement et complètement.

La première partie qui comporte trois leçons, traite de *l'historique du droit d'association.* La seconde partie (trois leçons également) étudie *la protection de la liberté syndicale par l'O.I.T.* (Organisation Internationale du Travail).

La troisième partie s'étend sur huit leçons et traite de *la situation du droit syndical dans le monde.* Dans le chapitre intitulé : « Le syndicalisme et le recours aux moyens politiques », il est fait une place honorable au courant syndical français favorable à l'indépendance du mouvement syndical, et à la Charte d'Amiens que l'ouvrage cite et commente convenablement.

Le point délicat était évidemment l'étude du « droit syndical » en Russie et dans les pays dits « de démocratie populaire ». Le livre ne l'esquive pas, encore que son caractère officiel l'oblige à de grandes précautions. On lit dans la neuvième leçon :

« La situation syndicale en U.R.S.S. ainsi que dans plusieurs démocraties populaires (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie) a fait l'objet de plusieurs plaintes de la part de la Confédération internationale des syndicats libres.

« En ce qui concerne particulièrement le problème du libre choix de l'organisation syndicale, le Conseil d'administration du B.I.T., sur recommandation du Comité de la liberté syndicale, a adopté la conclusion suivante en ce qui concerne le cas de l'U.R.S.S., conclusion qui vaut également pour les cas des pays se trouvant dans une situation similaire :

« *Le Comité, tout en prenant note des assurances formelles du gouvernement de l'U.R.S.S. qu'aucune disposition n'exige que les syndicats professionnels s'affilient obligatoirement au Conseil central des syndicats de l'U.R.S.S. et que la possibilité n'est pas exclue pour les travailleurs de l'U.R.S.S. de constituer des syndicats en dehors du Conseil central des syndicats de l'U.R.S.S., constate également qu'il ne possède aucun renseignement d'où il ressortirait qu'en fait, il existe des organisations autres que le Conseil central des syndicats de l'U.R.S.S., ni aucun élément d'information concernant le régime légal qui serait applicable à de telles organisations et tient à souligner de nouveau que le droit de constituer librement des organisations de son choix et de s'y affilier ne peut être considéré comme existant que dans la mesure où il est pleinement reconnu et respecté tant en fait qu'en droit* ».

La quatrième et dernière partie de l'ouvrage (4 leçons) traite du *droit d'organisation et de négociation collective.*

Chaque leçon est suivie d'un questionnaire qui permet de se remémorer les points principaux du sujet, ce qui montre le souci pédagogique des rédacteurs. On regrette alors que leur ouvrage ne se termine pas par un index alphabétique, moyen indispensable de se reporter aussitôt à la question qui vous intéresse au moment même où vous en avez besoin.

Ce petit livre donne une vue d'ensemble sur le droit syndical dans le monde. Il sera donc très utile dans la bibliothèque du militant, dans celle de tout cercle ouvrier et, plus généralement, pour l'instruction permanente du syndicaliste qui a besoin d'un point de vue international.

R. G.

LES OUVRIERS AGRICOLES

Amis fonctionnaires et vous tous agents de ces diverses entreprises et organismes nationaux à caractère économique, industriel ou social, placés sous la direction ou contrôle de l'Etat, qui revendiquez à juste titre de meilleurs salaires, retraites et pensions, en un mot qui réclamez un pouvoir d'achat vous permettant de vivre décemment et qui, ce faisant, luttez parallèlement pour devenir des hommes toujours plus libres ; pensez-vous quelquefois à la condition sociale des travailleurs qui, eux, sont encore loin d'être socialement libérés ?

* * *

La France, berceau des Droits de l'Homme et du Citoyen, des « Français à part entière », se remarque aussi par une législation sociale ségrégative. Je voudrais donc profiter de l'occasion pour rappeler, à propos de la position sociale du travailleur agricole, que ce dernier occupe sur l'échelle sociale un des échelons les plus bas.

En réalité, le travail agricole est partout moins rémunéré que le travail industriel. La mésestime sociale se manifeste par conséquent par une importante sous-estimation sur le plan économique.

Cependant, d'une étude poussée qui a été conçue et menée exactement suivant les mêmes méthodes que celles qu'on emploie dans l'industrie, il résulte que le travail agricole doit être considéré comme un travail qualifié, et même souvent comme un travail hautement spécialisé.

Dès lors, comment ne pas penser à ceux qui, parmi les travailleurs, sont toujours les plus lésés dans le domaine social, les plus exploités et, qui plus est, les moins payés !

Et matérialiser nos sentiments d'entraide fraternelle en nous battant aussi pour l'assimilation des ouvriers agricoles à ceux de l'industrie et l'extension de la législation du travail des travailleurs industriels aux travailleurs agricoles.

Car à l'échelle humaine, selon Proudhon, je n'oublie pas que « la fraternité ne peut s'établir que par la justice ».

DEFINITION DU S.M.I.G.

Posant en thèse qu'il ne saurait y avoir de différence, de « besoins incompressibles », entre travailleurs de l'agriculture et travailleurs des autres professions, le rappel de certaines notions fondamentales me paraît nécessaire dès l'abord de l'analyse de cette situation pour le moins honteuse qui veut qu'en cette doulce France de Liberté, Egalité, Fraternité, ces hommes, ces femmes qui fécondent la glèbe par leur dur travail soient traités en parias.

Ah ! Ils ont bonne gueule, tous ces poètes qui exaltèrent et exaltent encore le travail de la terre.

Le « S.M.I.G. » (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) dont le caractère essentiel veut être social, savoir : au-dessous duquel aucun travailleur ne peut être rémunéré, est le montant en francs des ressources indispensables pour assurer un train de vie minimum au salarié émancipé le moins payé. Comme quoi nous sommes présentement dans la ligne de ce pape « social » du nom de Léon XIII qui, dans l'encyclique « Rerum Novarum » (1891) déclarait : « ...que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre... », et, en vérité, encore bien loin, voire très loin, de notre vieille formule — seule conséquente — « A chacun selon ses besoins » !

La notion même de Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti consiste, en fait, à fixer un salaire tel qu'aucun travailleur, quelle que soit sa localité ou sa branche d'activité, ne puisse recevoir, en échange de l'engagement de son capital travail, un traitement qui soit inférieur à cette limite « S.M.I.G. » ; les éléments de fixation, autoritaires et partant arbitraires, de ce salaire étant déterminés par la loi de février 1950, loi « sociale » prévoyant un budget-type familial, autrement dit évaluation minimisée de besoins incompressibles qui doivent être assurés à l'ensemble des travailleurs salariés.

Voici d'ailleurs comment est stipulé l'article 31-X de la fameuse « loi sociale » du 11 février 1950 qui a institué, en pays de France et de Navarre, le « S.M.I.G. » :

« **La commission supérieure des conventions collectives est chargée d'étudier la composition du budget-type servant à la détermination du salaire minimum national interprofessionnel garanti.**

« **Compte tenu de l'avis de la commission et des conditions économiques générales, un décret, pris en conseil des ministres, sur le rapport du ministère du Travail et de la Sécurité sociale et du ministère chargé des Affaires économiques, fixera le salaire minimum garanti.** »

Le contenu de cet article est pour le moins remarquable par sa précision. Pas de bavures ; il est question dans ledit texte :

du budget type ;

du salaire minimum interprofessionnel garanti ;

d'un décret.

La loi est donc formelle : c'est un seul minimum national et interprofessionnel qui doit être fixé par décret. Le terme interprofessionnel ne pouvant prêter à aucune équivoque ; il s'agit bien en fait de toutes les professions — sans exception — donc sans admission de bâtardise.

Alors, mais alors, pourquoi deux poids et deux mesures ? Pourquoi avoir transformé et l'esprit et la lettre de la loi du 11 février 1950 qui a institué, en France, le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti ?

LE TEMPS DE TRAVAIL
LES ABATTEMENTS DE ZONES

Et de quelles astuces les gouvernants ont-ils usé afin de fixer, pour le cul-terreux, un salaire minimum particulier bien inférieur à celui de l'ouvrier ou de l'employé de l'industrie et du commerce ?

A aucun moment, il n'est fait mention dans la loi, du temps de travail légal ou non. C'est pourtant en se basant sur le temps de travail que les gouvernants ont « justifié » l'infériorisation du travailleur agricole.

Pour ce faire, on a considéré le fait que la durée du travail en agriculture avait été fixée par la loi du 10 mars 1948 — en principe — à 2400 heures par année de 300 jours de travail, alors qu'en vertu de la loi du 21 juin 1936 la durée légale du travail dans les établissements industriels et commerciaux est de 40 heures par semaine, soit

2.000 heures de travail effectif par année. En conséquence on a pris pour base la rémunération correspondant à ces 2.000 heures. Après quoi on l'a divisée par 2.400 pour obtenir le salaire horaire minimum dans l'agriculture. Voilà l'escamotage savant qui sert à l'origine de la disparité dans le calcul de base.

Dans la manipulation, ces mathématiciens distingués ont simplement oublié que, pour certaines branches de l'industrie, la moyenne hebdomadaire du travail atteint 48 heures, parfois plus. Les 40 heures n'étant pas, hélas ! un plafond qu'on ne saurait dépasser.

Or un travailleur se voit-il appliquer un « S.M.I.G. » moins favorable, voire diminué, dans une industrie parce qu'on y travaille plus de 40 heures ? Bien au contraire, les travailleurs considérés bénéficient des majorations pour heures supplémentaires ; ce qui, au fond, représente un nouveau désavantage pour les travailleurs agricoles, ces majorations ne leur étant accordées qu'au delà de 48 heures.

Mais le scandale ne serait pas complet si nous ne faisions remarquer que l'ouvrier agricole subit encore une deuxième injustice : celle des abattements des zones de salaires.

Les abattements de zone dans l'industrie vont de 0 à 8 pour cent ; dans l'agriculture, ils vont de 0 à 12 pour cent. En outre, si le « S.M.I.G. » agricole était en 1950 légèrement supérieur dans la première zone (65 francs) au « S.M.I.G. » industriel de la dernière zone (64 francs), il lui est devenu depuis le 1er février 1959 nettement inférieur : 130 fr. 20 contre 143 fr. 50, soit une différence de plus de 13 francs. L'écart, en valeur absolue, entre le salaire nominal de l'ouvrier du secteur industriel habitant le même village et celui de nos fermes n'a fait que s'accroître.

Rien ne justifie cette différenciation. Le lecteur en général et l'ouvrier agricole, en particulier, ne peuvent que s'étonner du peu d'empressement mis à la réalisation de cette parité qui intéresse au premier chef plus d'un million de salariés agricoles et leurs familles, pour lesquels le salaire minimum garanti est inférieur en moyenne de 20 pour cent à celui des travailleurs les moins payés de l'industrie et du commerce.

LE LOGEMENT ET LES AVANTAGES EN NATURE

Il est exact qu'un certain nombre d'ouvriers agricoles sont logés et que le prix du logement est calculé à un taux modique. Il faut néanmoins — et honnêtement, messieurs les hobereaux ! — tenir compte de la qualité de ces logements qui sont donnés aux ouvriers agricoles, logements manquant généralement du minimum de confort et la plupart du temps dans un très mauvais état. Les enquêtes qui ont été effectuées, il y a quelques années, par le Conseil Economique, ont permis de démontrer **officiellement** l'état lamentable de ces logements ouvriers, et il existe même le couchage à l'étable ou à l'écurie.

Il est indispensable de dire aussi que les logements agricoles sont des logements accessoires au contrat de travail, desquels les ouvriers et leurs familles sont chassés le jour où ils sont renvoyés de l'exploitation. Il résulte de ce fait que le logement est un moyen mis à profit par les patrons pour lier les ouvriers et les obliger, le plus souvent, à supporter des conditions de travail et de rémunération mauvaises que les « culs-terreux » n'accepteraient pas s'ils avaient la certitude de ne pas être jetés à la rue.

Un fait avéré : un nombre important d'ouvriers agricoles sont nourris. Le taux de la nourriture représente, en moyenne, trois heures de travail par jour. Les exploitants se plaignent que ce taux n'est pas assez élevé, alors qu'en réalité, il est supérieur à celui de l'industrie ou du commerce, puisque, dans ces professions, la retenue pour les travailleurs nourris ne peut dépasser le montant de deux heures de salaire, au taux du Salaire Minimum Garanti.

Dans certaines régions, il est d'usage que le patron rende quelques services à son ouvrier, soit en lui louant un lopin de terre pour y cultiver des légumes, soit en lui prêtant le dimanche un attelage pour travailler le bout de champ ou la petite vigne familiale. Au fond, il serait vain de considérer que ces services soient complètement désintéressés et il ne fait aucun doute qu'en échange, l'ouvrier agricole rend à son patron, sous de multiples formes, de nombreux services, qui compensent plus ou moins ceux qu'il a reçus. De toutes façons il semble bien que de telles considérations ne puissent entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de la fixation du Salaire Minimum Garanti.

Et à ce propos, n'est-il pas très important de souligner qu'on a constaté, en 1953, que 38 % des cas de longue maladie sont dus, dans l'agriculture, à la tuberculose, contre 26 % dans le régime général ?

Comme quoi, le bon air ne saurait compenser les nourritures insuffisantes, mal équilibrées et surtout l'état vétuste des logements, le manque d'hygiène et de prévention sociale. Comme quoi aussi, pour l'ouvrier, le retour à la terre ne saurait avoir l'aspect d'une symphonie pastorale.

Francis DUFOUR.

LE PREMIER MAI JOURNÉE DE LUTTE

Tandis qu'ailleurs on tend de plus en plus à faire du Premier Mai une simple journée de fête, l'Union des Syndicats Autonomes de la Seine a tenu à rappeler cette année encore que cette date doit rester ce qu'elle fut dans le passé : c'est-à-dire une journée de lutte revendicative et de solidarité internationale.

Et dans un manifeste adressé à tous les travailleurs, elle précisait :

« En cette date historique pour tous les travailleurs, elle leur rappelle qu'à l'exemple de leurs frères de Chicago qui furent les premiers à lancer la revendication permanente en faveur de la diminution de la journée de travail, les Autonomes doivent affirmer leurs revendications d'ordre général :

« 1° Face au progrès de la technique moderne et à l'automation, lutter pour le retour immédiat aux 40 heures, sans diminution de salaire, et, devant le rendement des machines, envisager la semaine de 36 heures ;

« 2° Dans l'immédiat aussi, exiger le maintien du plein emploi face à la récession qui demeure ;

« 3° Abaissement de l'âge de la retraite, octroyée par la Sécurité Sociale, à 60 ans et, pour l'avenir, le repos du travailleur à 55 ans avec une retraite décente.

« L'U.D. se faisant l'interprète des travailleurs considère que l'avancement de l'âge de la retraite aurait pour résultat de diminuer le chômage et de maintenir le plein emploi. D'autre part, s'appuyant sur les statistiques officielles qui font état d'une moyenne d'âge de 64 ans, dans notre pays, pose la question aux pouvoirs publics : la retraite à 65 ans, est-ce celle des cimetières ? »...

Chronique de l'Union des Syndicalistes

LA TENSION AUGMENTE

Ce matin du 1er juin, les artères parisiennes présentaient ce grouillement spécial caractéristique des jours de grève du métro. Il y a gros à parier cependant que parmi tous ces chefs de train, chefs de station et poinçonneuses qui, ce jour-là, refusaient le travail, il y a gros à parier que la grande majorité avait, il y a huit mois, plébiscité César.

C'est que le mythe du sauveur suprême ne résiste pas aux vrais problèmes. Les travailleurs de la fonction publique paraissent donc être en flèche aujourd'hui dans la révolte qui s'amorce contre l'offensive du gros patronat et de son gouvernement. Je dis qu'ils paraissent, parce que je sais que, dans l'industrie privée également, des ouvriers utilisent actuellement bien des formes de lutte partielle (grève perlée, freinage de la production) pour résister à la restriction de leur pouvoir d'achat, but majeur de la politique des hommes du pouvoir. Ces luttes ne vont pas sans gros sacrifices pour ces travailleurs déjà réduits à la portion congrue ; elles entraînent, en effet, la disparition de nombreuses primes qui constituent — grâce aux singulières « révolutions » que nous avons connues depuis 1945 — une part importante du revenu ouvrier.

Ces combats partiels vont s'étendre, se coordonner peut-être. La tension croît en même temps que la réaction s'installe avec plus ou moins de ménagements. Avec de moins en moins de ménagements. La réaction, et la bêtise qui en est la fidèle compagne, trouvent en elles-mêmes des raisons de se renforcer au fur et à mesure qu'elles affrontent ces vrais problèmes où se révèle leur impuissance.

Voyons l'Algérie, problème des problèmes, pour la solution duquel la masse a fait désespérément confiance à César. Toutes les belles paroles ne dissimulent pas qu'il n'a fait que s'aggraver depuis un an. Le gouvernement de César en est maintenant à chercher dans le projet du colonialiste Lauriol une politique d'intégration qui n'ose pas dire son nom. M. Le Pen, député du 5e arrondissement de Paris — ce lieu où souffle l'esprit — président d'une commission de ce parlement fantomatique, peut proposer, sans trop susciter apparemment d'indignation et de colère, trente mois de service militaire, un record mondial ! Voilà au moins un point où la grandeur française ne sera pas contestée ! L'armée règne et gouverne.

Bien entendu, cela va de pair avec l'attaque classique contre l'école laïque. On y procède précautionneusement et l'on attend l'avis du pape (car le pape gouverne aussi !). Mais il s'agit bel et bien de donner de l'argent à l'école cléricale frauduleusement affublée du nom d' « école libre ». A quoi servirait donc « l'Etat fort » ?

Ces beaux messieurs sèment le vent. Ils auraient tort de ne pas se soucier de la récolte.

Ils ont tort déjà de croire à la pérennité du « rapport de forces » dont nous allons entendre parler, d'un autre point de vue, dans le paragraphe suivant.

OU HEBERT S'EXPLIQUE

Le secrétaire de l'Union F.O. de la Loire Atlantique a tenu la promesse qu'il avait faite après le congrès de Force Ouvrière : il a réuni le 22 mai, à Paris, dans une salle de la Mutualité, une cinquantaine de militants, dans le but de justifier devant eux la position qu'il avait cru devoir prendre à ce récent congrès.

« Je n'ai pas changé, la situation a changé. » Tel fut le thème de l'exposé par lequel il ouvrit une discussion qui ne manqua pas d'être passionnée. La prise du pouvoir par les représentants directs du gros capital et la menace fasciste sont des données nouvelles qui changent tous les problèmes et, en particulier, qui ne peuvent pas ne pas modifier l'attitude d'un syndicaliste révolutionnaire au sein d'une organisation comme Force Ouvrière. Le fascisme n'apparait pas forcément, selon Hébert, sous les formes extrêmes où nous sommes habitués à le reconnaître ; il opère aussi plus sournoisement. La prise en main des organisations syndicales ouvrières, l'intégration de leur appareil constituent des signes, moins spectaculaires, mais plus certains de la menace fasciste. Or, le bureau confédéral Force Ouvrière a résisté à cette intégration. Cela suffit pour Hébert à justifier le vote favorable au rapport moral.

Le départ de Lafond et Le Bourre n'est que la traduction dans les personnes du changement d'orientation générale de Force Ouvrière, d'une modification de la nature même de cette organisation. Le congrès en a montré encore d'autres effets : la position sur l'Algérie, favorable aux négociations et à la prédominance du pouvoir civil, est devenue celle de l'organisation presque unanime, alors que Bothereau était à peu près isolé sur une position pourtant moins nette aux C.C.N. d'Amiens et de Saint-Brieuc. Même la motion sur l'action commune est un pas en avant, et Hébert ne manque pas d'ironiser sur le compte de ceux qui étaient contre l'action commune quand elle était synonyme d' « action tout court », mais qui deviennent tout à coup les défenseurs de « l'inaction commune ». « Ils n'étaient pas si nombreux autour de moi, dit-il, quand je menais l'action à Nantes et quand je combattais le bureau confédéral ! ». Pour rester prisonnier d'une attitude que la presse avait définie avant le congrès (Hébert n'en prend pas la responsabilité), pour continuer de soulager la conscience de certains camarades, était-il indispensable d'apparaître comme des opposants systématiques et de se refuser à reconnaître les changements réels ? Au surplus, Hébert pense bien que la situation d'aujourd'hui ne sera pas éternelle, que le rapport des forces redeviendra favorable à la classe ouvrière, et il attend ceux qui dénoncent aujourd'hui sa « trahison » au rendez-vous de l'action.

Le signataire de ces lignes intervint le premier dans la discussion. Ayant quelque peu accroché Hébert dans la dernière « R.P. », je lui devais bien quelques explications. Je fis valoir que si, en effet, il n'était pas indispensable d'être des opposants systématiques, il n'était peut-être pas non plus indispensable de voler dans les bras du bureau confédéral. Si celui-ci devait être félicité d'avoir su résister à la politique « d'intégration », il n'en était pas pour autant devenu exempt de toute critique. Si le changement de situation peut justifier un changement d'attitude à l'égard d'une direction qui mérite d'être soutenue, cela ne modifie pas notre position générale de syndicalistes révolutionnaires. Pour ce qui est de la motion sur

l'Algérie, par exemple, on peut admettre qu'il fallait la voter en raison des dispositions progressives qu'elle contenait et pour ne pas bloquer ses voix avec celles des colonialistes qui ne la votaient pas en raison même de ces dispositions, mais rien n'empêchait de marquer son désaccord avec le dernier paragraphe qui soutient implicitement la politique gouvernementale. Quant à l'action commune, j'admets fort bien que Force Ouvrière, comme confédération, la repousse avec la C.G.T. colonisée. Sur quel point, en effet, pourrait-elle bien la faire ? Mais il est impossible de ne pas la pratiquer avec les adhérents de la C.G.T. pour les actions partielles, locales ou par entreprise qui n'ont jamais perdu leur utilité et leur importance, qui sont même plus utiles et plus importantes que jamais. Il n'y a pas que la grève générale ! Justement parce que la situation actuelle ne sera pas éternelle, il fallait sauvegarder et affermir les positions du syndicalisme révolutionnaire à l'intérieur de Force Ouvrière.

Le camarade **Rino**, de la Fédération des Employés, a approuvé, lui aussi, la motion sur l'action commune, surtout pour des considérations tactiques ; de même, la motion sur l'Algérie devait être votée parce que seul le premier paragraphe compte. Mais « c'est la première intervention de Hébert, sur le rapport moral, qui est attaquable ». Il est impossible d'approuver l'attitude qu'a eue le bureau confédéral après le 13 mai.

Le camarade **Hautemulle** (Ingénieurs et Cadres F.O.) est contre la position de Hébert. Il s'etend assez longuement sur sa position personnelle à l'égard de l'action commune. (Notons qu'il a été jusqu'à défendre cette position et attaquer Hébert dans les colonnes de « l'Humanité » !).

Lambert (qui est « hébertiste ») explique comment se traduit le changement « du rapport des forces ». Aucune grève partielle n'a « rendu » dans la dernière période. Pour que la classe ouvrière puisse un jour reprendre l'offensive, il lui faut d'abord des syndicats indépendants du pouvoir, ne pactisant pas avec « l'Etat fort ». C'est pourquoi le refus d'intégration du bureau confédéral justifiait le vote du rapport moral et le soutien de la direction de F.O. contre les éléments réactionnaires.

Pour **Hagnauer**, il n'y a pas de cas Hébert. Le vote pour ou contre le rapport moral, ce n'est pas ce qui est important. Il oppose l'attitude de F.O. en 1958 avec celle de la vieille C.G.T. en 1934. Il y a des moments où la « grève générale négative » s'impose, c'est-à-dire celle qui a pour objectif de s'opposer à la vague réactionnaire. Pour lui, il ne faut pas parler de « menace fasciste », mais d'une politique réussie du patronat français tendant essentiellement à la réduction de la consommation intérieure. Pour l'Algérie, il se prononce pour une « internationalisation », pour le droit et le devoir de la C.I.S.L. d'intervenir dans le problème algérien.

Le camarade **Chauveau**, secrétaire F.O. du Gaz de la région parisienne, est très violent dans son opposition à Hébert ; il voit dans l'attitude de ce dernier « un revirement inadmissible ».

Au contraire, **Dumont** (Fédération des Employés) montre non moins d'ardeur à soutenir la position prise par Hébert et par lui-même. « Si nous avons passé des compromis sur certains points, nous n'avons rien cédé sur l'essentiel ». Il fallait trouver le moyen de rassembler les forces progressives, car le jeu n'était pas fait au bureau confédéral. Si celui-ci peut être incriminé dans l'avènement du nouveau régime, nous aussi, nous tous, nous avons nos responsabilités dans cet avènement.

Maurice Joyeux estime que cette discussion peut éclairer les problèmes de la minorité syndicaliste. Force Ouvrière apparait comme le seul point de ralliement du syndicalisme traditionnel ; il faut le renforcer. Mais ce n'est peut-être pas une raison pour donner quitus au bureau confédéral. En tout cas, ces différences d'attitude sont regrettables ; il faudrait les éviter par des confrontations préalables. Nous avons besoin d'une minorité cohérente.

Renard (Métaux F.O.) s'est abstenu sur le rapport moral parce que les syndiqués qu'il représentait, étant d'abord partisans du vote contre, il n'a pu les amener qu'à l'abstention. Ce n'est pas par rapport aux événements de mai qu'il fallait juger le bureau confédéral, mais en fonction de sa position actuelle. Il ne faut pas dire que Hébert « a volé dans les bras de Bothereau » ; c'est plutôt Bothereau qui a volé dans les bras de Hébert. Force Ouvrière est une confédération démocratique, celle qui est aujourd'hui la moins inféodée à un parti politique. La situation a aussi modifié les hommes, les dirigeants de la F.E.N. comme ceux de F.O.

Pour **Tourroude** (du Gaz F.O.), au contraire, Force Ouvrière n'est plus « une espérance » comme le disait Delsol dans un numéro de la « R.P. ». Elle a mené la pire des politiques : seulement anticommuniste, en oubliant la revendication et la lutte. Le bureau confédéral a failli au mandat qu'il avait reçu du C.C.N. de Saint-Brieuc. Il a refusé de s'opposer à la Constitution ; sa position n'était pas nette quant à « l'intéressement à la marche des entreprises ». Hébert a en réalité apporté son appui à une politique d'immobilisme. Maintenant il faut préconiser, avec le M.S.U.D., la réunification syndicale.

Hébert clôtura la discussion : pour lui, le dernier congrès F.O. est un congrès important qui marque la transformation d'une centrale gouvernementale en centrale réformiste. Il est pour la réunification ouvrière, mais, pas plus que les intégrationnistes, les staliniens ne sont un courant du mouvement ouvrier. A certains camarades qui l'attaquent aujourd'hui, il dit : « C'est au moment où la situation devient de plus en plus difficile que vous devenez de plus en plus exigeants ! ». Il fallait d'abord préserver la classe ouvrière. Dans les « Etudes syndicales et sociales » — organe payé par les patrons, affirme Hébert — on a imprimé : ce ne fut pas un beau congrès ! Cela lui suffit pour dire au contraire qu'il fut bon. Il fallait sans doute autant de courage pour dire oui que pour dire non au rapport moral. « Je n'ai jamais cherché la popularité, conclut Hébert. La vraie droite syndicale est toujours contre moi et je ne suis désavoué que par une fausse gauche. »

SI, IL A ETÉ PARLÉ DU M.S.U.D.

La rédaction de la « R.P. » a reçu la lettre suivante :

« *Chers camarades,*

Syndicaliste révolutionnaire, abonné à la R.P., *j'ai été surpris, parmi les nombreux articles consacrés au congrès F.O. dans le numéro de mai, par celui de Guilloré.*

Ce camarade, vraiment inspiré, se permet un compte rendu d'un congrès qu'il n'a pas suivi (2 séances sur 9) et d'affirmer qu'à sa connaissance nulle intervention (pas la moindre) *n'a été faite à propos du M.S.U.D.*

J'ai tenu à informer la R.P. *et son reporter en chambre qu'il y a eu, au congrès F.O., une intervention sur le M.S.U.D. Cette intervention apparait dans le compte rendu officiel du journal confédéral.*

Certes son auteur est un obscur militant dont la manifestation fut sans éclat et peut-être maladroite. Chacun sait que pour avoir les honneurs de la presse

dite d'information il faut, soit être un ténor, soit préparer dans les couloirs sa petite exhibition.

Ce n'était pas le cas et les seules pressions de couloir furent au contraire exercées par les pontifes afin qu'on n'en parlât pas.

J'aurais pensé trouver une exception en la R.P.

Bien vôtre, Roger AMIEL.

P.S. — *Je précise que je suis évidemment l'auteur de l'intervention relative au M.S.U.D. au congrès F.O. et que je suis adjoint de Lapeyre pour les questions aéronautiques à la Fédération des Travaux publics et Transports F.O.* ».

Mais tu l'as trouvée, mon cher camarade, l'exception, dans la « R.P. » ! Je me suis trompé, et j'en suis satisfait : je veux dire que je suis satisfait qu'il y ait eu une intervention favorable au M.S.U.D. dans ce congrès F.O. Je ne suis pas le seul à m'être trompé. Avant d'écrire mon compte rendu, j'ai interrogé des camarades délégués qui ne représentaient pas, comme moi, le « syndicat général des reporters en chambre et assimilés ». Ils m'ont dit n'avoir rien entendu concernant le M.S.U.D. En outre, dans cette réunion dont je parle ci-dessus, un camarade délégué au congrès F.O. a pu dire : « Personne n'a eu le courage de parler du M.S.U.D. ! » Et aucun des autres délégués présents n'a pensé à protester. Nous nous trompions tous. Je m'excuse donc auprès du camarade Amiel. Mais pourquoi donc ce camarade, en faisant sa mise au point, éprouve-t-il en même temps le besoin de « m'habiller » ? Enfin, si ça peut lui donner quelque contentement...

Mais, décidément, ce n'est pas de tout repos que de tenir cette rubrique !

SUITE D'UNE DISCUSSION PARFAITEMENT INUTILE

Les lecteurs attentifs de la « R.P. » (mais ne le sont-ils pas tous ?) n'ont pas été sans remarquer que, dans le dernier numéro, à propos de mes notes d'avril intitulées : « De nouveau, César... », je me faisais prendre à partie, explicitement... et implicitement.

Je l'avais bien un peu cherché. Eh bien ! je suis servi... Un peu plus, peut-être, qu'il n'était nécessaire. On pourrait surtout discuter de la manière. Mais personne n'est ici pour faire des manières. Au surplus, mes camarades censeurs le disent fort bien : c'est aux actes qu'il faut juger ! Ils n'oublieront pas de m'appliquer ce précepte.

Maintenant, il faut laisser aux produits de ces réactions diverses le temps de se décanter. Mais je ne regrette pas encore d'avoir, par mes abominables propos, suscité l'article de Louis Mercier. Il est très bien, cet article. Une petite réserve, pourtant. Mercier écrit : « Que Guilloré relise les textes et déclarations de **son** César... ». Le possessif est de trop.

Ni dieu, ni maître. **R. GUILLORÉ.**

P.S. — Je ne résiste pas à la tentation que j'ai d'illustrer cette dernière note par une citation qui — toutes les proportions étant, bien entendu, respectées — me parait terminer convenablement notre discussion.

Le 17 mai 1846, Proudhon répondait à une lettre que Marx lui avait adressée. Voici quelques extraits de cette lettre :

« *J'applaudis de tout mon cœur à votre pensée de produire un jour toutes les opinions ; faisons-nous une bonne et loyale polémique ; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais, parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion, cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. Accueillons, encourageons toutes les protestations ; flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes ; ne regardons jamais une question comme épuisée, et quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommençons s'il faut, avec l'éloquence et l'ironie. A cette condition, j'entrerai avec plaisir dans votre association, sinon, non.* »

. . . . . .

« *Voilà, mon cher philosophe, où j'en suis pour le moment, sauf à me tromper, et, s'il y a lieu, à recevoir la férule de votre main, ce à quoi je me soumets de bonne grâce, en attendant ma revanche.* »

(P.-J. Proudhon — lettre reproduite par les *Cahiers du Socialisme libertaire*).

Parmi nos LETTRES

Nombril adoré

De J. PERA :

A chaque instant maintenant nous apprenons une réussite française... Nous serions même contrariés quand en matière de technique et de progrès, nous nous trouvons inférieurs à d'autres. Mais ce n'est plus le cas du tout.

« *La France devient le pays de ce siècle, le pays des réussites* ».

Que c'est bien dit, Sire !

Mais cela allait, voyons, sans que vous prissiez cette peine.

Chacun sait que le Spoutnik *fut français, comme le* Nautilus *atomique. On nous envie la fusée intercontinentale. Si la France ne construit pas de superbombe H, c'est par humanité. Et si, depuis plus de vingt ans, pas un prix Nobel de physique n'a été français, c'est parce que nos savants, trop riches, travaillant dans des laboratoires trop somptueux, ne sauraient accepter des aumônes de quelques dizaines de millions.*

Amende honorable

Du même :

L'été dernier, la R.P. *a publié une lettre de moi à Walusinski, l'un de mes contradicteurs sur la question des « maths ». J'y disais que Debré, garde de sceaux et « brain » de De Gaulle, ne ferait rien, lorsqu'il serait devenu* Premier Sous-fifre, *de ce qu'il avait dit, dans son bouquin sur les « Princes », relativement à la suppression du barrage mathématique que l'on a dressé, en France, devant les fonctions d'ingénieur.*

Or il semble que je me suis trompé.

Les Debré, père et fils, tiennent à leurs idées, dans le domaine de l'enseignement, qui est important.

Le projet dit de « Promotion sociale » n'est pas du vent. Certains travailleurs vont pouvoir monter un échelon, et quelques autres un peu plus.

A condition de ne pas confondre « promotion d'ouvriers » et « promotion ouvrière », ceci doit être regardé avec faveur.

Pour ce qui est de la promotion sociale *proprement dite, elle ne dépend pas de façon directe du plaisir du Prince. Elle dépend de toutes sortes d'autres conditions relatives au progrès technique, à l'évolution démographique, à l'efficacité syndicale.*

Réveil de la discussion ?

De J. DUPERRAY, de la Loire :

Le dernier numéro de la R.P. *me fait mentir en renouant pleinement avec la bonne tradition de notre revue.*

Guilloré, que l'on comprend rudement mal (et qui a bien raison de prendre la défense du « Canard » contre les excès de vigilance d'Hagnauer en cette occasion) y joue le rôle salutaire du catalyseur qui permet à Louzon et à Mercier de replanter sur leurs

pieds les problèmes ouvriers immédiats comme on le refait dans l'opposition F.O. et au M.S.U.D. aux prises avec des responsabilités réelles qui rendent plus importante encore cette rencontre de prises de positions à l'heure où on se fourvoit si facilement par ailleurs dans la préoccupation essentielle de la fabrication du bon programme hybride pour une bonne gauche parlementaire, cette fois idéale. Guilloré joue ce rôle ingrat à l'intérieur. A l'extérieur on a l'impression que ce sont nos camarades pacifistes qui le jouent en guettant chaque parole bienveillante de de Gaulle, comme le pacifisme de 40 encensait Pétain l'homme « qui avait signé l'armistice ».

Une fois de plus les vrais problèmes sont précisés avec vigueur dans notre R.P. *Bravo Guilloré !*

On pourrait les situer sur trois plans : la revendication, la reconstruction de l'instrument de la revendication, l'armement doctrinal pour la défense et contre la déviation de la revendication.

Le premier problème a été bien situé par Mercier. Le second se résume en deux expressions, dans les faits et dans la vie réelle des organisations : unité d'action *telle que l'a définie l'opposition F.O. par exemple, mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique, tel qu'il se construit et progresse lors de confrontations comme celle du 1er Mai, par exemple. Le troisième est rien moins que le problème de la culture militante et ouvrière. Paradoxalement, sur ce point, parce que je suis d'accord avec Mercier je ne suis pas d'accord avec lui sur la limitation artificielle qu'il voudrait voir donner à la propagande et à la culture syndicaliste.*

Si les églises et les partis ont toujours, même sous l'aspect de l'Homme Providentiel, pris le pas sur la clarté de la revendication dans le mouvement ouvrier réel c'est justement parce qu'il a toujours donné l'impression de n'avoir pas de réponse à fournir à quantité de problèmes qui préoccupent les hommes réels. C'est lui qui paraît le Médiocre devant la Superbe des Phraseurs. Qu'il situe hardiment tous les problèmes qui se posent à l'homme moderne par rapport à la revendication et la revendication par rapport à eux et il sera alors armé aussi bien que les partis et les églises pour ne pas se laisser exploiter et dévier par eux.

Confiance au P.S.A.

De Louis BERT, de Suresnes, cette lettre adressée à Charbit :

Je lis toujours avec beaucoup d'intérêt notre vieille R.P. *qui à travers les cataclysmes politiques qu'elle a connus depuis sa création, a résisté victorieusement !*

Je ne suis évidemment pas toujours d'accord avec les écrits de certains camarades, notamment avec Louzon qui cultive le paradoxe avec maestria, mais dans une période où le « conditionnement » (sic) des esprits devient la règle générale à peu près dans tous les milieux, la lecture de la R.P. *nous apporte un « air frais », et une impression d'indépendance qui remontent le moral parfois bien bas.*

J'ai lu dans le dernier numéro de mai de la R.P. *le papier « Superbe, Tactique et Médiocrité », signé de Louis Mercier.*

Je ne connais pas Louis Mercier. Il n'est certainement pas, mon cher Charbit, de notre génération, qui a vécu intensément la fin de la guerre 1914-18 et l'entre deux guerres, période fertile en luttes syndicales et en événements qui ont « marqué », hélas ! le mouvement ouvrier en France et détruit nos espoirs de 1919.

Ce doit être un jeune tout au moins par rapport à nous « les vieux » et je m'aperçois qu'il n'est pas précisément très tendre à l'égard des partis politiques, de tous les partis politiques.

Ce n'est pas une raison pour être injuste et pour les mettre tous dans le même panier ! Çà me rajeunit. Te souviens-tu du référendum organisé dans la Vie Ouvrière en 1922 et demandant aux militants syndicalistes : Un syndicaliste peut-il être adhérent d'un parti politique ?

Quant à moi, ma réponse fut positive car un parti politique authentiquement socialiste bien sûr, peut remplir des tâches et résoudre des problèmes qui échappent à la compétence du syndicalisme. Les partis politiques ont des tares, c'est entendu, mais le syndicalisme est-il tellement pur ? Celui de Jouhaux, celui de Benoit-Frachon et Monmousseau, celui de Lafond et Le Bourre, sont-ils meilleurs que le « socialisme » de Guy Mollet ?

Bref, Louis Mercier est dur quand il écrit : « La plupart des formations politiques de gauche et d'extrême-gauche s'en retournent à leur dégueulis ».

Même le jeune parti socialiste autonome issu de la scission d'Issy-les-Moulineaux ne trouve pas grâce devant Louis Mercier qui accuse le P.S.A. d'avoir fait voter crypto-communiste !

Est-ce donc un crime pour un socialiste révolutionnaire dans la période de préfascisme actuelle *de demander à l'électeur de faire un choix entre un candidat de Aagaillarde et un de Maurice Thorez ?*

C'est avec un certain courage qu'Edouard Depreux, avec un petit nombre de camarades, a rompu à Issy-les-Moulineaux avec le « national mollétisme ». Depuis septembre 1958 ces camarades ont « fait des petits ». Le Congrès National du P.S.A. à Montrouge a montré que sa progression est foudroyante, qu'il attire les jeunes ouvriers et les jeunes étudiants. Pourquoi déjà vouloir lui prêter des desseins qu'il n'a pas, pourquoi lui attribuer les mêmes tares que celles du P.C. et du parti molletiste ? Pourquoi entraver ses efforts en vue de recréer en France un socialisme démocratique aussi loin du « communisme » totalitaire que du national-socialisme du sieur Mollet ?

Personnellement, je veux juger le P.S.A. à ses actes. Il sera mis à l'épreuve rapidement et si malheureusement il me déçoit, si le syndicalisme ne peut vraiment pas l'admettre comme partenaire valable, à part entière, dans la lutte contre le capitalisme et la monarchie républicaine actuelle, alors nous le jetterons, lui aussi, dans la « fosse commune » des autres partis politiques, qui trahissent le socialisme.

En attendant ne lui faisons pas un « procès d'intentions » !

Non, nous ne faisons pas un procès d'intention au parti socialiste autonome, où nous comptons beaucoup d'amis. Et l'article que nous consacrons à son récent congrès prouve assez que nous n'avons pas de parti pris à son égard. Seulement s'il compte pas mal de camarades pleinement fixés sur le véritable caractère du parti communiste, nous n'ignorons pas que celui-ci doit y glisser ses agents et que nombreux sont les socialistes révolutionnaires qui s'imaginent que l'on peut s'allier avec lui pour combattre le fascisme, tandis qu'à nos yeux, c'est lui qui représente le plus dangereux des fascismes.

Et la lettre amicale de Bert ne nous rassure pas complètement, que lui-même ne tombe pas dans le piège du Front Populaire, car il nous paraît au moins aussi « criminel » de voter pour le candidat de Thorez que pour celui de Lagaillarde. Il est passé pas mal de « Lagaillarde » le long de la rampe, qui ont tourné très vite avant de s'évanouir complètement, tandis que pour se débarrasser des sectateurs de Maurice Thorez, une fois qu'on leur a confié le pouvoir, il y faut beaucoup de sang et de larmes ! N'oublions pas les crimes de Staline ni ceux de ses successeurs à Berlin-Est, à Poznan, à Budapest, à Vorkouta...

Que Louis Bert, qui court depuis bien des lustres après le parti « authentiquement socialiste » de ses rêves, place sa confiance dans le nouveau parti, nous n'y voyons pas d'inconvénient. Nous lui demanderons seulement de veiller à ce qu'il ne fasse pas la courte échelle pour hisser le parti communiste au pouvoir. — F. CH.

LE MONDE LIBERTAIRE

3, rue Ternaux, Paris-XIe

Organe mensuel

En vente chez tous les marchands de journaux, il maintient les saines traditions libertaires et non-conformistes. Tous les « rebelles », tous ceux qui refusent de s'aligner, tous ceux qui veulent sauvegarder les droits du militant du rang, du publiciste indépendant, du franc-tireur sur le terrain syndical, politique, artistique, littéraire, peuvent s'y exprimer librement. On y trouve en particulier une tribune syndicaliste où se rencontrent pas mal de collaborateurs et d'amis de la « R.P. ».

L'intellectuel communiste

Dans une petite revue qui se discute beaucoup parmi les intellectuels de la rive gauche (« Arguments »), une poignée d'anciens communistes s'efforcent de remettre en question la plupart des formules dites d'extrême gauche. Effort désordonné et inégal quant aux sujets traités, mais effort sympathique, car les « ex » qui le mènent ne sont ni de vieux fonctionnaires du parti ni des professionnels de la politique. Ni des Marty, ni des Hervé. Ils en sont à se demander si la révolte de Cronstadt ne signifiait pas le premier exemple, suffisant, de l'opposition entre parti et classe ouvrière. Ils publient des études sur l'évolution de la structure des classes salariées. Leur jargon se ressent encore de leur passage dans le parti communiste, et bien des tics défigurent leurs raisonnements qu'ils s'efforcent de mener droit. Cependant, ils ne pontifient ni ne tranchent. Ils cherchent. Si bien que dans l'étonnante sécheresse de la pensée socialiste qui caractérise notre époque, ce filet d'eau ou ces gouttes de sueur ne sont pas à dédaigner.

Edgar Morin, un des animateurs de l'équipe, a publié un livre dans lequel il tente de s'analyser et d'exposer ce qu'il a cru, pensé et fait depuis qu'il s'intéresse aux problèmes sociaux, c'est-à-dire depuis une vingtaine d'années. Le titre est significatif : « Autocritique » (1). Et il ne ment pas : ce n'est pas un éreintement des compagnons d'hier ou du parti auquel l'auteur appartint, c'est un essai d'autocompréhension sans complaisance. En cela, il se distingue de la plupart des essais écrits par d'anciens staliniens où il est dit que le signataire, intelligent, dévoué jusqu'au sacrifice et d'âme pure, a été odieusement trompé par une organisation diabolique.

Morin appartient à la génération de communistes qui adhéra au parti pendant la guerre, à l'occasion des luttes de la Résistance. Il y est resté jusqu'en 1956, bien qu'ébranlé par les mouvements antistaliniens ouvriers de Berlin Est, de Poznan et de Budapest, pour être finalement exclu par une cellule à laquelle il appartenait encore nominalement, sans y militer, et à laquelle le retenait un certain sentiment de fraternité, de communauté.

Comment expliquer que des intellectuels capables de travailler suivant des critères scientifiques dans leur profession, en arrivent à nier l'évidence et à proclamer blanc ce que les yeux voient noir ? Morin fait intervenir ce qu'il appelle la « vulgate », c'est-à-dire l'explication personnelle intérieure, qui n'accorde aux explications officielles qu'un rôle mineur et passager. Ainsi, un dirigeant communiste peut dire des énormités, mais cela n'a pas d'importance, car le rôle de ce dirigeant ne compte guère par comparaison avec ce qu'est par nature le parti, expression de la classe ouvrière. Ce mécanisme mental est longuement exposé par Morin. Il donne à la « vulgate » trois bases : l'histoire évolue dans le sens du socialisme, le parti incarne le prolétariat, dans la guerre qui se mène contre la vieille société c'est l'efficacité qui doit être recherchée en premier lieu.

Autrement dit, ce qui est mis en avant par les intellectuels communistes — et ce qui impressionne beaucoup le bourgeois —, c'est-à-dire la rigueur des analyses économiques, sociologiques, politiques, le choix minutieux des moyens en fonction des circonstances et du but, n'intervient en rien dans l'attachement de l'intellectuel au parti communiste, et compte pour zéro dans son comportement. En fait, il s'est donné une foi, aussi irrationnelle que toute autre foi malgré ses oripeaux matérialistes et son vocabulaire de spécialiste.

Mais l'auteur est beaucoup moins explicite quand il doit fournir les raisons réelles de son adhésion au parti. Il faut retrouver, pour le comprendre, quelques moments précis, quelques états d'âme, quelques ressorts personnels permanents. Il me semble que la crainte d'être seul, et d'affronter seul les mille problèmes que pose chaque jour le monde dans lequel on vit, donne le motif essentiel du ralliement. Sécurité mentale. Ensuite, le fait de pouvoir participer à un travail en commun, d'être admis dans un milieu, de trouver une communauté. C'est le propre de l'adolescence, ou de l'esprit adolescent à tous les âges. Enfin, c'est une certaine attirance de la force, et un certain masochisme. Il y a des passages révélateurs : « Stalingrad balayait, pour moi et sans doute pour des milliers comme moi, critiques, doutes, réticences. » Et ce poème (?) : « Finie l'aliénation / L'homme se retrouve dans ses œuvres / Je me puddle / Et je me lamine. »

Autrement dit, c'est le besoin de croire et de participer, même si au fond de soi on sait que le dogme est bancal et la participation imposée, qui permet à la solitude et au doute, au sentiment d'impuissance et au désespoir d'être maquillés, noyés, oubliés. Jusqu'au jour où l'espoir est démenti par ceux-là mêmes qui en étaient l'objet — les travailleurs de l'Est —, où la certitude est démentie par le rapport Khrouchtchev, où la participation se révèle être un rite, et où la somme des impuissances individuelles ne fait plus une puissance collective.

Je vois déjà la plupart des militants, formés à d'autres écoles que l'internat stalinien, secouer la tête et dire : « C'est une histoire de fou. » Bien sûr. Rallier le camp stalinien après les procès de Moscou, le pacte Laval-Staline et le pacte Ribbentrop-Molotov ; justifier les camps de concentration en montrant du doigt les lynchages de noirs aux Etats-Unis ; prétendre que Thorez est la tête pensante d'un parti ouvrier, tout cela relève d'un certain délire. Pourtant ce délire a pris possession de dizaines de milliers d'intellectuels. Il correspond donc à un phénomène que nous ne pouvons négliger. Et la « vulgate » des intellectuels communistes a des équivalents dans la plupart des couches sociales, classe ouvrière comprise.

Ce qui frappe dans l'autoanalyse de Morin, c'est que les débats ne portent jamais sur les faits, les événements, les situations. Une muraille sépare les constructions mentales, les raisonnements et les discussions, d'une part, la vie réelle, les hommes, les choses, d'autre part. C'est, en effet, un type de folie, mais elle n'est pas propre aux intellectuels, encore que ceux-ci par nature en soient plus fréquemment et plus profondément atteints.

Il y a toute une tradition qui maquille les tristes réalités, et que chaque génération, pour des motifs identiques, perpétue. La nature même du bolchevisme est ainsi déformée par ceux-là mêmes qui en sont un jour exclus ou s'en retirent. Ils ne veulent pas mettre à profit l'expérience pour analyser plus à fond. Par exemple, dans « Faux passeports », Charles Plisnier — liquidé du parti — présente le bolchevik russe venu au congrès d'Anvers comme une sorte de super-homme, artiste, conscient du drame qui se joue, bourré de problèmes et effectuant un choix de fond. En réalité,

(1) Julliard. 284 p., 1.000 fr.

le Iégor en question était un petit fonctionnaire bedonnant, du type de la nouvelle couche privilégiée. Mais Plisnier ne pouvait introduire pareil bureaucrate dans son univers imaginaire. Et après Plisnier, que d'autres Malraux et Koestler ! A dire vrai, Morin se refuse à cette mise en scène, quand il le peut (il ne le peut pas toujours, comme quand il parle de Marinus Van der Lubbe sur la base de ce qui lui a été seriné par les menteurs du parti et les couillonnés des alentours).

Voilà Morin seul à nouveau, et les problèmes jaillissent. Souhaitons-lui qu'il prenne conscience du caractère inévitable de la solitude, et qu'il n'en conclue pas qu'elle interdit les œuvres collectives, ni l'existence de communautés fraternelles. Dans les derniers chapitres, le voilà à nouveau lancé dans une recherche vibrionnante de la formule qui couvre tout, englobe tout, explique tout. Le voilà revenu à chercher une foi. Pourquoi ne vivrait-il pas, comme nous, parmi les points d'interrogation ?

L. M.

Nos alliés de l'Est

Il n'est pas question de résumer le travail de Paul Barton sur le monde concentrationnaire russe (1). Son livre est déjà un condensé de renseignements puisés dans plusieurs centaines d'ouvrages consacrés au problème, et vérifiés, recoupés par une soixantaine de témoignages directs d'anciens concentrationnaires et par des rapports collectifs. Ce qui avait été dit ou écrit sur des périodes déterminées de la vie des camps ; ce qui était su grâce à la lecture attentive des sources soviétiques ; ce qui était décrit par des rescapés de l'une ou de l'autre région, est ici ramassé et étudié jusqu'à reconstituer la structure, le fonctionnement, l'évolution de l'institution, jusqu'à situer son rôle dans l'économie grand-russe, jusqu'à rétablir les multiples mécanismes qui relient le monde concentrationnaire et la société soviétique elle-même.

Pour la première fois, ce qui semblait paradoxalement étranger — les camps et le système « libre » — est replacé dans un ensemble dont la logique apparaît. Et du coup, bien des contradictions s'expliquent, bien des paradoxes s'éclairent. Aux textes dont le jargon administratif défie le sens commun manquait l'éclairage des hommes à qui les textes s'appliquent. Aux aventures individuelles sans logique faisait défaut l'explication de la direction administrative. Nous avons les deux bouts de la chaîne. Et aussi, la raison même du système et de ses variations, qui est économique.

Ainsi, Barton expose clairement le motif profond des changements dans le régime intérieur des camps : l'exploitation à mort et l'élimination physique des catégories sociales considérées comme ennemies, jusqu'en 1948 ; l'exploitation plus rationnelle, et par conséquent la prise en considération du matériel humain quand les impératifs économiques interviennent ; et enfin, depuis quelques années, l'entrée en action de la main-d'œuvre concentrationnaire elle-même, nouvelle « donnée objective ».

Mais grâce aux témoignages, grâce aussi à la parfaite connaissance de l'auteur des cheminements que prennent les oppositions en régime totalitaire, se dessinent les formes, les moyens, les caractères de l'énorme pression d'en bas sur le régime. Le contraste entre les groupes d'opposants des années trente, purs produits de la décomposition bolchevique, et les réseaux clandestins des années d'après-guerre, à base nationale souvent, peu formés à la doctrine mais d'une extrême habileté dans l'action souterraine, est saisissant.

Car si les données démographiques sont une des explications de l'évolution des conditions de travail et de vie dans les camps, le courage, la volonté, la longue patience des concentrationnaires fournissent une autre donnée indispensable. La dure lutte des « politiques » ukrainiens pour liquider les « droits communs » ; la souriante affirmation des prisonniers japonais face aux gardiens ; le travail tenace des groupes de résistance pour assurer l'information, les liaisons, leur protection, forment les pages d'une épopée qui restera anonyme et qui réconcilie avec l'homme et rend confiance en sa possible dignité.

Si l'institution concentrationnaire s'est en partie détériorée, ce n'est pas à la suite d'un « tournant » politique des états-majors, comme tant de nos intellectuels kremlinologistes le voudraient, mais sous la pression des nécessités de la production, par la raréfaction des populations déportables, par la combativité des esclaves eux-mêmes. Le système pourtant n'est pas mort : les camps subsistent, de nouveaux arrivants y sont signalés, les anciens prisonniers demeurent en grand nombre et des masses de libérés sont astreints à séjourner dans les régions concentrationnaires. Les noms des administrations peuvent changer et les numéros des paragraphes des décrets peuvent être modifiés, mais l'essence du système demeure.

La déclaration d'un détenu du camp de Potma faite à un Norvégien libéré devrait être partout affichée dans les locaux ouvriers d'Occident :

« Quand tu seras rentré chez toi, les Russes pourront facilement annoncer que tous les prisonniers politiques ont été relâchés de ce genre de choses, et que ce genre de choses n'existe plus. N'y crois pas. Ne laisse personne y croire.

« Tu pourras seulement y donner foi lorsque les ouvriers des pays capitalistes seront autorisés à voyager ici et à circuler dans ce pays. Et, chose encore plus importante, lorsque de simples ouvriers russes seront autorisés à voyager n'importe où dans les pays capitalistes. C'est là l'unique manière dont le monde peut apprendre la vérité sur la Russie.

« Et n'écoute pas non plus les balivernes que te raconteront les délégations rentrant de Russie après y avoir bien bu et bien mangé et reçu un bon accueil. Ce sont là les plus dangereux des hommes... ».

Au moment où nous entendons tant de belles phrases — « Qu'importe le régime des grandes nations... » — il est bon de faire entendre la voix de ceux qui ont oublié les belles phrases pour avoir trop appris des situations terribles. De ceux qui sont nos seuls alliés de l'Est et dont le combat se nourrit aussi d'espoir en notre solidarité.

L. M.

(1) « **L'Institution concentrationnaire en Russie, 1930-1957** », Plon, « Les documents de Tribune Libre », 519 pp., 1.650 fr.

Notes d'Economie et de Politique

CHOSES D'AFRIQUE

Au *Kenya*, dans les camps de concentration de Sa Majesté britannique, onze Kikouyous sont morts sous les coups de bâton qui leur ont été assénés sur ordre, cinq heures durant, par leurs gardes-chiourme.

En *Algérie*, dans les camps de concentration de Sa Majesté de Gaulle, les détenus ont atteint un tel état de délabrement physique qu' « ils ne réagissent plus aux médicaments », avoue un rapport officiel, cependant que le million de paysans indigènes dont on a systématiquement détruit les villages et qui ont été « regroupés » entre les fils barbelés sous la surveillance des miradors, sont dans un tel état de dénuement que même les chefs de l'Eglise catholique et de l'Eglise protestante de France se sont vus obligés d'en appeler à la charité publique pour secourir ces malheureux.

Rappelons que les détenus des camps de concentration, pas plus que les « regroupés », ne sont accusés de rien.

En *Afrique du Sud*, un procès récent vient de rappeler dans quelles conditions fonctionne le travail forcé dans cette colonie très chrétienne. Voici un résumé de ce que dit du procès et des conditions du travail forcé, une dépêche de l'agence *United Press* du 11 mai :

Devant la cour suprême de Prétoria est venu un procès qui a suscité un grand intérêt en Afrique du Sud. Après deux jours d'audience, la suite du procès a été renvoyée à la fin du mois.

Ce procès a trait au système de travail dit « par contrat ». Dans ce système, les Africains qui sont en prison sont loués à des fermiers privés qui agissent alors à la fois comme patrons et gardiens de prison.

Le cas qui est venu devant la cour est celui d'un nommé Musa Sadika qui avait purement et simplement disparu en octobre dernier. Après des mois de recherche, sa femme finit par découvrir qu'il était dans une ferme du sud du Transvaal, près de Heidelberg. Madame Sadika s'adressa à l'un des plus brillants avocats d'Afrique du Sud, A. Meisels, qui présenta à la Cour Suprême une demande d'habeas corpus ; en avril, le juge intérimaire Snyman déclara que Sadika était « libre ». Celui-ci, alors, déposa une plainte pour meurtre et sévices contre M. Potgieter, propriétaire de la ferme où il travaillait.

M. Potgieter nie tout, mais quatre ouvriers de la ferme ont déclaré sous serment que M. Potgieter et ses contremaîtres s'étaient rendus coupables de meurtres, qu'ils exerçaient contre les ouvriers des sévices quotidiens et les faisaient vivre dans des conditions épouvantables.

C'est ainsi que le témoin Robert Ncube, qui travailla sur la ferme Potgieter pendant neuf mois, déclara qu'ils étaient 50 travailleurs africains à dormir sur le ciment dans une pièce remplie de vermine sans lumière ni eau. Les trois repas quotidiens consistaient en une bouillie d'avoine et du café ; le dimanche, s'y ajoutait de la viande pourrie. D'autre part, Ncube vit personnellement un Africain battu jusqu'à la mort. Les coups donnés par les hommes du patron en présence de celui-ci étaient monnaie courante.

Un autre témoin déclara qu'il avait assisté lui-même au meurtre d'un ouvrier africain, et que les pieds des ouvriers étaient délibérément mutilés pour les empêcher de s'enfuir.

Les nationalistes africains affirment que ce sont là pratiques courantes, surtout au Transvaal et dans la province du Cap. On ignore combien il y a, en tout, de détenus africains soumis à ce régime, mais rien qu'au Transvaal, 36.608 détenus ont été envoyés sur des fermes durant le premier semestre 58.

MALRAUX A RAISON :

L'armée de 1940 et de Dien-Bien-Phu ne rentrera pas à Romorantin

Après le récent discours de Challe aux officiers de réserve, le doute ne paraît plus guère possible : ainsi que le disait naguère Malraux, l'armée ne rentrera pas à Romorantin.

Challe entend, en effet, que ce soit désormais l'armée qui gouverne les Français et qui les gouverne au plus près : en les encadrant. Ce qu'il demande c'est que, si un jour la guerre d'Algérie finit, la métropole soit mise au même régime que celui auquel est présentement soumise sa colonie : les officiers d'active et de réserve devront avoir la haute main sur tout ce qui concerne le civil, chacun d'eux étant responsable dans sa circonscription du moral de la population ; pour notre trois ou quatre étoiles (je ne sais), c'est là le seul moyen de combattre la « subversion », lisez : de maintenir les privilèges.

Or, le général Challe n'est point un excité, ce n'est pas un « ultra », puisque, au contraire, on l'a envoyé à Alger pour tenter de neutraliser les ultras. On doit donc considérer que son opinion représente celle des éléments les plus modérés de l'armée, que le programme qu'il expose est le minimum de ce que l'armée se propose, à savoir : la mise en condition du civil par le militaire.

Les causes profondes de cette attitude de l'armée, à laquelle je ne vois aucun précédent dans l'histoire de France, sont claires.

Depuis vingt ans, l'armée française n'a guère connu que la défaite, la part de son état-major dans la victoire alliée de 1945 ayant été pratiquement nulle, tandis que ce qu'elle a en propre, c'est la déroute de 1940 et la capitulation de Dien-Bien-Phu. Or, si bornés qu'ils puissent être, les généraux ne peuvent pas sentir qu'il en sera de même en Algérie : l'armée de la soi-disant Ve République ne peut pas plus être victorieuse en Algérie que ne l'a été au Tonkin celle de la IVe, ou que ne l'ont été leurs lointains prédécesseurs : l'armée de Bazaine au Mexique et celle de Rochambeau à Haïti. Dans tous ces cas, la raison de la défaite est la même : une armée peut battre une armée, mais elle ne peut vaincre un peuple.

Quelle perspective reste-t-il donc à nos officiers ? Faire leur métier, se préparer à la guerre,

à la vraie guerre, à la seule guerre qui soit à la fois sérieuse et honorable : une guerre qui n'a pas pour but de maintenir dans un peuple qui ne dispose que d'un armement très inférieur l'asservissement, mais qui consiste à défendre dans un combat à armes égales la liberté du peuple auquel on appartient ; pour tout dire, en un mot : se préparer à résister efficacement à une attaque armée de la Russie et, pour cela, rentrer à Romorantin.

Mais l'armée se rend compte également qu'elle serait aussi incapable d'opposer une résistance efficace à la Russie qu'elle fut incapable d'en opposer une à Hitler.

Cela pour deux raisons. Une composition d'effectifs d'abord : 30 % des soldats seront des communistes, et 60 % des j'm'enfoutistes qui passeront du côté des Russes au premier succès de ceux-ci. Une raison de matériel ensuite : la France n'est pas assez riche pour se construire l'armement extrêmement coûteux et qu'il faut constamment renouveler, car à peine est-il construit qu'il est démodé, qui est nécessaire aujourd'hui à qui veut se battre efficacement ; d'autre part, ce n'est pas l'Amérique qui le lui fournira car elle n'a point, et cela se comprend donc bien, suffisamment confiance en l'armée française.

Alors, que peut-il rester à faire à l'armée puisqu'elle n'est plus à même de remplir ni l'une ni l'autre de ses deux fonctions traditionnelles : ni la guerre de conquête, ni la guerre de défense ? Lorsqu'un organe n'a plus de fonction, il est condamné à disparaître. Or, comme tout ce qui *est*, l'armée ne veut pas disparaître. Il lui faut donc trouver une nouvelle fonction. Eh bien ! celle qu'elle a trouvé c'est celle qu'elle a inaugurée le 13 mai et dont Challe lui trace le programme d'avenir : régir le peuple français. Constituer le cadre à l'intérieur duquel seulement sera autorisée à se poursuivre la vie politique, administrative et morale de la société civile.

D'ailleurs, il n'y a là rien de nouveau. C'est nouveau pour la France, mais ce n'est pas nouveau pour le monde. Le rôle que cherche à s'attribuer aujourd'hui l'armée française n'est autre que celui qu'ont assumé depuis plus d'un siècle, poussées par les mêmes mobiles, les armées des Etats de l'Amérique latine.

Les armées du Nicaragua, du Honduras, du Pérou, de l'Equateur, etc. sont dans la même situation que celle où se trouve l'armée française : si elles avaient à faire la guerre contre des armées étrangères, elles en seraient incapables ; pour se maintenir en existence, elles n'ont donc trouvé comme fonction, elles aussi, que de régir le pays. Ce sont elles qui, en imposant par la force des armes un chef d'Etat de leur choix, habituellement un général, qui demeure un pantin entre leurs mains, imposent du même coup aux peuples de leurs pays la vie qu'elles entendent qu'ils mènent.

Cette identité entre ce que furent durant plus d'un siècle les armées de l'Amérique latine et ce que se propose d'être l'armée française montre que le pronunciamiento du 13 mai ne doit pas être considéré comme un événement isolé, une irruption exceptionnelle de l'armée dans la vie de la nation, destinée à ne pas avoir de lendemain, mais qu'au contraire ce fut le premier acte d'un processus qui n'ira qu'en se développant *(sauf intervention d'événements extérieurs)* et qui aboutira à instaurer en France un régime qui n'était jadis pour les Français qu'objet de risée.

L'armée française a abandonné Romorantin pour Tegucigalpa.

POURQUOI L'IRAK NE NATIONALISE PAS LES PETROLES DE MOSSOUL

Lorsque la révolution du 14 juillet eut renversé la dictature de Nouri Saïd et porté au pouvoir un gouvernement nationaliste teinté de « communisme », on s'attendait généralement à ce que le premier acte du nouveau régime serait de suivre l'exemple donné par l'Iran au temps de Mossadegh, en nationalisant les importants gisements de pétrole situés dans le nord de l'Irak, non loin de Mossoul, gisements qui avaient fait l'objet il y a une cinquantaine d'années d'une concession à l'Allemagne, et que les traités qui ont mis fin à la première guerre mondiale ont transféré conjointement à l'Angleterre, à la France et à l'Amérique.

Cependant, il n'en a rien été. Voici bientôt un an que Kassem est au pouvoir et la compagnie internationale qui est chargée de l'exploitation de ces gisements continue ses opérations tout comme devant ; son président, Sir Monckton, venu récemment à Bagdad pour s'enquérir des intentions du gouvernement, a même déclaré à son retour qu'il était convaincu que l'Irak ne nationaliserait pas.

Pour quelle raison ?

Pour la connaître, il suffit de se rappeler la manière dont se sont déroulés les événements d'il y a sept ans, après que le ministre iranien eut nationalisé les gisements pétroliers de l'Anglo-Iranian Cie, ainsi que la puissante raffinerie que celle-ci avait construite à Abadan.

L'Iran était aussi capable d'extraire son pétrole et de le raffiner sans l'aide des « techniciens » britanniques que l'Egypte fut capable d'assurer la navigation dans le canal de Suez sans l'aide des « pilotes » européens, mais ce qu'il ne put faire, ce fut de le *vendre*.

On sait, en effet, qu'en dehors du monde dit « communiste », la vente du pétrole est l'objet d'un monopole mondial des grandes compagnies pétrolières, dominées elles-mêmes par les deux fameux trusts, celui américain de la *Standard* et celui anglais de la *Shell*. Aucun acheteur ne peut se passer de ce monopole ; aucun donc ne peut enfreindre ses « recommandations ». Ces compagnies, soutenues par leurs gouvernements, ayant décidé le boycott du pétrole iranien, tout acheteur de pétrole iranien risquait donc de se voir refuser toute livraison par tous les autres producteurs autres que l'Iran.

Résultat : le pétrole s'entassa dans les citernes de la raffinerie d'Abadan sans que le gouvernement iranien n'arrive à en vendre une goutte. Il avait beau l'offrir à des prix nettement inférieurs à ceux du monopole, personne n'osait en acheter. Seuls quelques Italiens et quelques Japonais, de peu d'envergure, s'y risquèrent, mais sans succès car toutes les grandes escales de l'Océan indien étant sous contrôle britannique, l'Angleterre y fit saisir les bateaux chargés de pétrole iranien qui s'y arrêtaient. L'Iran dut donc finalement capituler, sous le couvert d'un coup d'Etat.

Eh bien ! la situation du marché du pétrole est la même aujourd'hui qu'alors. Le cartel des compagnies anglaises et américaines continue à être le seul fournisseur de produits pétroliers à la totalité du « monde libre » ; il peut donc boycotter le pétrole irakien aussi efficacement qu'il boycotta naguère le pétrole iranien, et c'est pourquoi Kassem, comprenant qu'il irait à une défaite certaine, n'a point nationalisé les gise-

ments de Mossoul et n'a pas l'intention de le faire.

Pour qu'une nationalisation soit possible, il faut que le boycott anglo-américain ne puisse être efficace, ce qui serait le cas si la quantité de pétrole nationalisée était telle qu'il soit impossible au « monde libre » de pouvoir s'en passer, ou bien si le monde russe pouvait l'absorber.

Or tel n'est pas le cas pour l'Irak. La production de l'Irak est quelque peu inférieure à celle de l'Iran ; du moment que le monde non « communiste » a pu se passer de celle de l'Iran, il se passera encore plus facilement de celle de l'Irak, d'autant plus qu'il y a aujourd'hui un certaine surproduction de pétrole, ce qui n'existait point au temps de Mossadegh ; d'autre part, la Russie et ses satellites n'ont pour le moment aucun besoin d'acheter du pétrole à l'étranger, en ayant chez eux plutôt à revendre !

La question aurait à recevoir une réponse différente si ce n'était plus la nationalisation des seuls pétroles d'Irak qui serait envisagée, mais celle des pétroles de tout le Proche-Orient. Si l'Irak, l'Iran, l'Arabie séoudite, Koweit et Bahrein nationalisaient simultanément tous leurs gisements de pétrole, alors le succès serait certain, car l'Europe ne peut se passer longtemps d'une quantité aussi élevée de produits pétroliers, et le boycott, en conséquence, ne saurait être observé.

Un troisième cas peut être envisagé : celui où ne serait nationalisé que le pétrole des Etats qui ne sont point sous le contrôle direct de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire l'Irak, l'Iran et l'Arabie séoudite. Dans ce cas, il se pourrait aussi que l'Europe ne puisse se passer longtemps d'une quantité de pétrole aussi importante, mais c'est moins sûr ; la question est à débattre. En tous cas, ce qui est certain, c'est que seule la nationalisation simultanée des gisements de ces trois derniers pays pourrait avoir des chances de succès.

UNE SECONDE "LIGNE MORICE"

Décidément, le « plan » du général Challe brille par ses idées originales. Une récente dépêche d'agence annonçait que le général allait faire construire une seconde « ligne Morice », doublant la première !

Mais, au fait, il n'y a pas bien longtemps que la « propagande » nous rebattait les oreilles des mérites de la ligne Morice : son efficacité était *totale* : plus un fellagha, plus une arme ne passait !

Alors, à quoi bon la doubler ?

Robert LOUZON.

Le chantage russe sur la Finlande

Dans la R.P. *de mai dernier, Evert Arvidsson, éditorialiste de l'hebdomadaire syndicaliste suédois* Arbetaren, *avait analysé la récente crise gouvernementale finlandaise et avait établi ce que Moscou entend par « coexistence pacifique » et « indépendance » Les événements qui ont suivi la constitution du nouveau gouvernement finlandais ont provoqué de nouveaux commentaires de la part d'Arvidsson. Nous les résumons ci-dessous :*

Pour le règlement des questions de Berlin et d'Allemagne, Moscou participe aux négociations diplomatiques de Genève. Pour régler les problèmes d'Helsingfors et de Finlande, point n'est besoin de rencontres diplomatiques : Moscou pratique l'action directe. Berlin est aujourd'hui encore protégé par les forces occidentales, Helsingfors se trouve entièrement à la merci de Moscou.

Il y a quelques mois, le Kremlin destitua le gouvernement socialiste de Fagerholm en employant tout simplement la menace d'affamer les Finlandais. Un nouveau gouvernement fut alors constitué, et les « bonnes relations » entre Moscou et Helsingfors furent rétablies. Mais ces bonnes relations devaient être de courte durée.

Au début de mai, la *Pravda* publia une interview de Khrouchtchev qui contenait de dures attaques contre la Finlande. Le chef du gouvernement russe parlait de nouvelles « tendances à envenimer les relations russo-finlandaises, qui se manifestaient avec l'approbation des puissances impérialistes », et dont le but était de « modifier l'orientation de la politique extérieure finlandaise ». Les représentants de ces tendances, était-il dit dans l'interview, « ont propagé de flagrants mensonges sur la prétendue intervention russe dans les affaires intérieures de la Finlande ». Les hommes auxquels Khrouchtchev se réfère sont les dirigeants de la majorité socialiste finlandaise (groupe de Leskinen).

En effet, les dirigeants socialistes en question, dénoncés par la *Pravda*, avaient critiqué, dans les discours prononcés à l'occasion du Premier Mai, la politique réactionnaire du parti agrarien finlandais, lequel tente de mettre à profit ses relations avec Moscou pour isoler le parti socialiste et entraver les activités de ce dernier. Rien de plus. La nouvelle attaque du chef du gouvernement russe prend appui sur un mensonge évident, et constitue une nouvelle tentative pour affaiblir les socialistes finlandais, et miner, de cette façon, la structure démocratique de la Finlande. L'organe central du parti socialiste finlandais, le quotidien *Suomen Socialidemokraati*, déclare crûment : « Alors que le chef du gouvernement russe tente de nous interdire toute critique envers les dirigeants politiques de notre propre pays, il se réserve personnellement le droit de critiquer notre parti et ses dirigeants, y compris pour des délits qu'ils n'ont pas commis ».

La Finlande n'est plus qu'un jouet entre les mains de l'impérialisme russe. Les événements le prouvent : en premier lieu les socialistes sont chassés du gouvernement par la menace de la famine, et ensuite ces mêmes socialistes sont accusés de répandre des mensonges sur l'intervention russe dans la politique intérieure de la Finlande.

La situation intérieure de la Finlande, déjà détériorée, est encore aggravée par la formation d'une opposition socialiste qui dispose d'un quotidien propre, *Päivän Sanomat*, et qui passe sous silence les interventions russes, mais au contraire met à profit la politique du Kremlin pour accuser le parti et ses dirigeants de collaborer avec les droites, et prête ainsi la main aux communistes...

Le bolchevisme russe a choisi une nouvelle tactique de pénétration active d'une intensité inconnue jusqu'à présent. On peut estimer que cette offensive résulte d'un renforcement considérable du pouvoir économique et militaire russe. On peut constater aussi que cette offensive politique est facilitée par la décomposition et la désorientation du camp occidental.

Identité ou égalité ?

Au temps du capitalisme libéral, les prolétaires s'entendaient expliquer, et pas seulement par leurs ennemis, qu'à défaut du juste revenu de leur travail, ils possédaient des forces physiques qui étaient des richesses naturelles et pouvaient facilement acquérir des richesses morales qui avaient au moins le mérite de ne pas coûter cher au patronat.

Ajoutez à cela les droits de citoyens, et ceux, égaux aux droits de tous les autres hommes que les prolétaires acquéraient en venant au monde et, par rapport aux hommes des cavernes, les travailleurs pouvaient se trouver bien partagés en attendant le luxe supplémentaire de leurs salaires d'ouvriers.

A notre époque : celle du développement de la technique, on explique souvent aux prolétaires et à leurs militants que le travailleur possède l'électricité qui remplace avantageusement la lampe à huile de son arrière-grand-père. Passons sur le catalogue bien connu : logement à tempérament, machine à laver, tourne-disque, vélomoteur ou 4 CV, télévision, etc. !

Le fait de vivre au XXe siècle est pour le prolétaire une faveur toute particulière et doit lui tenir lieu, au moins en partie, de rémunération.

On croirait à entendre certains amateurs de science-fiction que les rapports de classes ne se mesurent plus en « taux du salaire par rapport au profit ».

Cependant, cette illusion d'optique n'est pas seulement le fait des investigateurs sociaux « scientistes » et ce n'est pas tout à fait fortuit que l'on puisse se demander aujourd'hui si le monde n'évolue pas plutôt selon les prévisions de Wells que selon les prévisions de Marx.

La notion de classe et de rapport de classe n'est pas seulement une question de rapports salaires-profits, c'est aussi une question de conscience, mais pas de conscience individuelle. La notion de classe est une question de conscience collective, et dans les périodes où le grand miroir de cette conscience collective reflète avec moins de précision l'image des rapports sociaux, la notion de classe s'estompe et devient elle-même plus nébuleuse.

Il serait vain et faux de nier que le progrès technique entraîne une incidence psychologique immédiate : l'obscurcissement de la conscience de classe.

Le progrès technique tend à uniformiser le style de vie. Les différences tendent à devenir des différences de quantité plus que de qualité. Les mêmes mécaniques distribuent pour tous les mêmes provendes, plus ou moins largement, fût-ce en nombre de kilomètres de routes annuellement parcourus.

Ce n'est donc pas par hasard que la notion d'identité est de plus en plus confondue avec celle d'égalité et de démocratie sociale, et d'abord par les intéressés les plus défavorisés : ceux des classes exploitées.

Les différences de classe se perdent de vue quelque part sur les échelons d'une échelle hiérarchique qu'il s'agit de gravir en luttant de son mieux avec « égalité de chances au départ » et indépendamment de tout tabou original « ouvrier ou paysan ».

La grande affaire n'est plus de supprimer les hiérarchies sociales ou de les amenuiser au maximum, c'est de gravir les échelons de la hiérarchie sociale, de s'élever dans cette hiérarchie, et d'être récompensé en acquérant un plus grand nombre des kwh. mis à la disposition des hommes par le progrès technique.

Il est exact que Marx considérait comme non moins honteuse que l'exploitation de l'homme par l'homme la séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel. Notre camarade Simone Weill le rappelait dans ces colonnes, avant 1936, dans son article : **Allons-nous vers la Révolution prolétarienne ?**

Mais la solution est-elle dans le travail manuel imposé à tous et le travail intellectuel à tous imposé ? Que vaut cette solution si elle ne comporte pas comme support, condition et complément, celle de l'identité de valeur entre deux heures de travail qu'il soit intellectuel ou manuel ?

L'égalité des chances ou l'identité des chances au départ ne sera une condition de la démocratie sociale que si cette identité des chances reste valable sur toute la longueur de la vie sociale : identité des chances au départ, au cours de la vie, et à l'arrivée. Les autres formules ne sont que des formules de compétition esclavagistes : celles de la carotte pour quelques-uns et du fouet pour le grand nombre. On pourrait se demander même si la notion d'identité n'est pas, non seulement différente, mais contraire à celle d'égalité.

On trouverait sans doute une réponse en renversant la formule de Proudhon qui faisait de la diversité des hommes la condition de leur égalité.

Or il suffirait de recommencer cet article à l'envers pour écrire pourquoi le progrès technique tendant vers la vie standard, ne respecte pas cette diversité des hommes qui était la condition de leur égalité sociale.

Les grands ensembles techniques rationalisés sont faciles à prendre en mains et à diriger. Ils appellent naturellement les dictatures.

Il serait agréable d'imaginer comment les communes chinoises, en morcelant et maintenant morcelées les industries décentralisées, pourraient tendre à un progrès technique adapté à ce morcellement même et à la dimension d'une humanité qui renaîtrait de l'ère des « fourmis bleues » à celle des hommes communistes diversifiés.

Mais outre ce qu'il y a de discutable dans la splendide utopie poétique de Fourier (utiliser les passions. Pourquoi : utiliser ?), il y aurait à discuter aussi sur le degré de rapport réel qui existe entre la commune chinoise et celle de Fourier.

Mais pour cela il faudrait encore discuter. Avons-nous remarqué que si la « R.P. » est restée la revue où on s'exprime librement, elle n'est à peu près plus la revue où, comme avant 1939, on discute et on discute passionnément ?

Les colonnes sont « étanches ». Il y a de moins en moins communication entre les militants collaborant à une même revue. La libre expression est celle des dialogues de sourds. On ne peut aboutir ni à des divergences nettement délimitées ni à des synthèses aux contours nets.

De plus forts que moi expliqueraient sans doute que cette stabilisation des revues d'opposition ou de recherche est un autre aspect de la standardisation et de l'identité. Ce n'est qu'un des reflets de cette somnolence dans les rapports humains qui vient du manque de diversité.

Plus les vies s'identifient, plus les moyens techniques de diffusion, d'information et de relation se multiplient, plus le contenu véhiculé se banalise et plus les idées s'étiolent.

Au sens original de l'expression, elles ne s'échangent plus.

Il faut chercher une issue. Même ici, nous sommes emmurés.

Jean DUPERRAY.

DIMANCHE 21 JUIN

à 16 heures

A VINCENNES

A l'appel des sections de Seine et Seine-et-Oise, de la Fédération des l'Education Nationale, du S.N.I., des Associations de parents d'élèves, de la Ligue de l'Enseignement, des délégations cantonales

Vous direz : NON à tout projet de subvention aux écoles privées

L'AVENIR DE VOS ENFANTS EST EN JEU

Propos irréguliers

DANGER FASCISTE ET RÉACTIONS OUVRIÈRES

On ne s'aperçoit pas toujours de son propre vieillissement. La rouille qui mord les muscles n'est guère appréciable, lorsqu'on n'a pas modifié son horaire de travail, et la routine atténuant l'effort, on prend facilement pour de l'aisance ce qui n'est qu'automatisme.

Je propose aux gens de ma génération, un moyen de repérage plus sûr : la discordance entre la mesure régulière du temps et la « durée » des choses, telles qu'on les voit, évidemment. Les années se succèdent et l'on a l'impression probablement fausse que la réalité ne varie guère. Je tente une revue rétrospective de ma vie militante personnelle de 1925 (fondation de la « R.P. ») à 1939. J'ai le souvenir d'événements qui nous soulevaient à un rythme tel, qu'on négligeait à la fin d'une année les émotions et les passions qui en avaient marqué le début. Et cependant, j'étais placé dans une situation privilégiée : l'attachement à la « R.P. », « île intacte au milieu des tempêtes » garantissait contre les évolutions aventureuses.

Bien au contraire, en partant de 1959 et en remontant à 1945, j'ai l'impression d'une redoutable stabilité. Et pourtant de la libération à l'actuelle conférence de Genève, nous avons vécu des événements plus graves que ceux de l'entre-deux-guerres.

SIGNES D'IMMOBILISME !

S'il s'agit d'un vieillissement personnel, ce n'est douloureux que pour moi. Si cet immobilisme intellectuel caractérise le « mouvement » français, c'est autrement grave. En 1931, la vieille C.G.T., dite « réformiste », cependant sévèrement protégée contre les infiltrations extérieures, fut bousculée par l'initiative du « **Comité de propagande pour l'unité syndicale** » dit des vingt-deux, qui ne groupait que des individualités plus ou moins représentatives et qui ne recueillit au congrès qu'un nombre infime de mandats. Il fallut cependant une solennelle intervention de Jouhaux, pour alléger l'atmosphère.

En 1959, le « **Mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique** » dont les promoteurs représentent trois organisations puissantes n'est guère apparu — que dans une intervention discrète, sans audience, ni écho — dans ce congrès de la C.G.T.-F.O., où régnait certainement une grande liberté d'expression, où des tendances contradictoires se manifestèrent sans aucune gêne, où l'on se débarrassa de deux personnalités encombrantes.

De 1925 à 1939, on vit se détacher du parti communiste, des oppositions riches d'hommes et d'idées, qui — peut-être parce que justmeent difficiles à adapter — furent incapables de se grouper en un nouveau parti et inaptes à nous rejoindre dans le syndicalisme révolutionnaire. Parallèlement, la C.G.T.U., en se bolchevisant, perdit immédiatement sa force d'attraction et subit une dégringolade massive et rapide. Il est vrai que dans l'unité reconstituée, les staliniens profitèrent du recrutement démesuré de la promotion de 1936. Mais justement cette chute et cette remontée prouvaient la mobilité des masses, le dynamisme autant que le désordre des esprits.

Ne peut-on être frappé au contraire par la pauvreté des oppositions qui émergent actuellement. Autour de Lecœur et de Pierre Hervé, le groupe de la « **Nation socialiste** » s'aligne derrière Guy Mollet, tout en oubliant de curieuses apologies de Staline. Un nouvel organe, « **la Voie communiste** » ne présente rien de bien original et audacieux, dans la pensée et le style.

Ce qui est encore plus grave, c'est que l'affaire hongroise — qui d'ailleurs n'était pas une opération exceptionnelle — n'a guère prolongé ses effets.

On nous annonce qu'aux récentes élections professionnelles, la C.G.T. a gagné 5.210 voix chez les cheminots, plus de 1.100 voix chez Renault, que son pourcentage passe de 36,5 % à 46 % dans les établissements d'Air-France, et que l'on constate des succès aussi pénibles dans la plupart des entreprises (sauf à Simca de Nanterre).

Faut-il encore préciser que ces résultats se produisent alors que la passivité ouvrière a facilité la politique Pinay, et qu'ils ne témoignent pas d'une volonté d'action directe. Au contraire, on vote pour les post-staliniens, parce que l'on n'envisage pas la grève et la bataille. Et c'est là encore, par référence au passé, un signe certain de décadence.

FATALISME HEROIQUE OU RESIGNE !

J'entends la goguenarde répartie : « Alors, toi aussi, tu répètes le fameux « Ah ! de mon temps... » Pas plus qu'hier, je ne suis dupe de cette gérontocratie mélancolique et absurde. Je ne crois pas la jeunesse d'aujourd'hui inférieure à la nôtre. Cette opposition entre nos espoirs et la réalité ne prouve rien, sinon que nous n'avons pas su réaliser ce que nous espérions.

Cela ne prouve ni que nos espoirs étaient illusoires, ni que la réalité est décevante.

Il y aurait d'abord à noter que nos impressions pessimistes — si elles traduisent autre chose que notre propre vieillissement — se localisent sur la situation française. Les bouleversements qui transforment le monde provoquent des mouvements populaires, dont l'ampleur ne se mesure pas à leur expression verbale ou littéraire ou doctrinale. **C'est pourquoi le réveil de l'internationalisme ouvrier devient une des conditions essentielles de la renaissance du mouvement français.** Ce qui veut dire qu'il doit intervenir dans tous nos débats et pas seulement par des affirmations abstraites. Nous tenterons, à nouveau, d'en indiquer quelques applications actuelles.

Mais il faut d'abord réagir contre le fatalisme, c'est-à-dire contre tout ce qui porte à subir passivement l'ordre des choses, en cherchant des refuges ou des alibis en menaçant le Ciel d'un poing désarmé...

Les jeunes ne m'en voudront pas de rappeler 1934, même 1925. On nous disait aussi : le fascisme est là. Alors, on ne pouvait plus espérer que l'intervention providentielle des sauveurs politiques... les plus audacieux « **chargeant leur fusil et attendant l'heure...** ». Et la grande bourgeoisie capitaliste, protégée non par le fascisme mais par la peur du fascisme en profitait pour mener sa politique, avec ténacité et discrétion.

Il me souvient d'avoir eu les honneurs d'une publication dans **l'Ecole libératrice,** parce qu'en 1934, j'avais dit tout simplement dans une réunion des fonctionnaires : « **Craignez l'esprit catastrophique... Il y a toujours un lendemain.** » Lapallissade que je répétais en novembre 1940 dans une lettre adressée à Jules Bureau et à René Bonissel, alors secrétaires de la section syndicale des instituteurs.

Ceux qui peuvent revivre ces deux « moments » n'ont pas besoin d'explications complémentaires. Il y avait déjà en 1934 et aussi en 1940, des militants courageux qui ne voyaient rien au-là d'un combat suprême... désespéré. Il y eut aussi dès 1934, des Lafond et des Le Bourre qui faisaient dans le « néo », scandaient... « Ordre, autorité, nation... », admiraient Mussolini, « mettaient au cabinet » le désordre parlementaire et l'aberrante lutte de classe... En 1940, on vit se décomposer et se recomposer, avec plus ou moins de succès, les idées de gens empressés à plaire aux vainqueurs. Si ces deux attitudes contradictoires provoquaient l'une le respect, l'autre le mépris... l'une et l'autre témoignaient d'un même sentiment de renoncement à l'effort quotidien, de soumission à la fatalité des heures décisives.

Une impression analogue se dégageait de la réunion organisée le 22 mai, où des militants de F.O. discutèrent un exposé de l'ami Hébert. D'un côté, avec lui, ceux qui ont approuvé le bureau confédéral. De l'autre, ceux qui ont reproché, avec plus ou moins de violence, à Hébert une défaillance, une abdication ou un reniement.

L'affaire ne me paraissait pas d'une gravité essentielle. Ce n'est pas la première fois que nous nous dissocions pendant le congrès, pour nous retrouver à la sortie... ou le contraire. Guilloré, avec bonhomie, en termes mesurés, exprima des réserves tant sur le caractère historique du congrès... que sur un vote majoritaire qu'il aurait au moins fallu justifier, en maintenant le principe de l'opposition.

Ce n'est pas d'ailleurs sur ce vote de congrès que je voudrais discuter ici, mais sur l'accompagnement, c'est-à-dire sur l'argument du péril fasciste, qui pouvait facilement sauter d'un parti à l'autre. Si le fascisme était là, il aurait fallu que la C.G.T.-F.O. organisât une résistance décisive et l'on ne pouvait approuver la neutralité du bureau confédéral de mai à novembre 1958. D'autre part, on pouvait estimer nécessaire de bloquer avec Bothereau qui avait réagi efficacement contre les partisans de l'intégration des syndicats dans les cadres du nouveau régime.

On en revient donc à la question préalable : le fascisme menaçait-il ou a-t-il triomphé en mai 1958 ?

ESSAI DE DEFINITION DU FASCISME

Le plus amusant, c'est que l'on nous reproche des subtilités d'intellectuel, parce que nous nous attachons à une définition du fascisme. Si vraiment il s'agit d'une querelle de mots, on ne voit pas l'intérêt de substituer le mot « fasciste » aux termes : réactionnaire, militariste, dictatorial, capitaliste... qui ont l'avantage d'exprimer des réalités concrètes, facilement discernées. Encore, en 1934, le mot relativement neuf provoquait-il quelque émotion. Cependant le phénomène hitlérien changeait déjà les données du problème. Entre la dictature d'une caste pesant sur un peuple et une masse totalitaire omniprésente, les différences restaient appréciables ; on en prend conscience en constatant que la marche sur Rome des bandes mussoliniennes a suivi l'échec d'une tentative de révolution ouvrière, tandis qu'Hitler a été appelé au pouvoir régulièrement après avoir gagné une majorité électorale formée des victimes de la grande crise mondiale de 1929.

Aujourd'hui, le mot « fascisme » n'a même plus la résonance qu'il avait encore en 1934. Il ne provoque aucune sensation, il ne soulève guère d'émotion populaire. Bien au contraire, il produit un effet paralysant.

C'est peut-être tout simplement parce qu'il n'a gardé comme vertu magique que sa logomachique obscurité.

En s'appuyant sur les expériences de Mussolini, d'Hitler, de Franco... et de Staline, on aurait pu tenter une généralisation des caractères non du fascisme, mais du totalitarisme.

Peut-être s'arrêterait-on à ces trois éléments essentiels :

1) **L'existence d'une phalange de déclassés, n'ayant plus rien à perdre et tout à gagner à un changement de régime.**

2) **L'impossibilité pour les classes sociales d'assurer par leurs propres forces leur rôle dans la production, la défense de leurs intérêts ; la confusion des classes dans une cohue mouvante qui tourne sur elle-même, parce qu'elle soit ou croit toutes les issues bouchées.**

3) **Le relâchement des liens économiques internationaux, les tendances autarciques, le renforcement du nationalisme...**

LES ELEMENTS CONSTITUANTS DU GAULLISME

On nous dira que ces trois éléments existaient dans le mouvement du 13 mai. C'est ma foi vrai. Comme il est vrai qu'une cuti positive indique la présence de bacilles... sans que le patient soit tuberculeux pour cela.

Nous avons suffisamment commenté les événements de mai à décembre 1958 et notre pensée nous paraissait assez claire. Résumons-nous.

Dans le coup du 13 mai, une seule possibilité fasciste : les excités de « l'Algérie de papa » qui pouvaient craindre de tout perdre, en perdant leurs privilèges.

Mais la décision a été déterminée par trois institutions légales (et non par une formation extra-légale et une masse électorale régulièrement constituée) : **l'armée, la police et le parlement.** Une armée qui a agi en vertu du pouvoir politique exorbitant que lui avait attribué officiellement le gouvernement Lacoste-Mollet. Une police acquise à la réaction, d'autant moins disposée à obéir au gouvernement que l'affaire des fuites avait révélé la présence d'agents staliniens dans les avenues de la Sécurité nationale. Un Parlement d'où aucune majorité n'émergeait : le gouvernement socialiste ayant rompu le contrat du Front républicain de janvier 1956 et ayant mené en Algérie et en Egypte la politique du nationalisme le plus borné.

Ce qui paraît inconcevable, avec le recul du temps, c'est que l'on puisse attribuer à un démiurge fasciste, une désagrégation accomplie bien avant le 13 mai. La victoire « fasciste » ne s'est pas accomplie le 13 mai 1958, mais le 6 février 1956, lorsque Guy Mollet a capitulé sous les tomates algériennes. L'affaire de Suez, le kidnapping de Ben Bella et de ses amis, l'affaire de Sakiet, l'affaire des « tortures » ont prouvé que le gouvernement de Paris ne pouvait que sanctionner les faits accomplis par les généraux. Réagir, lorsqu'il était temps encore, c'était risquer la chute qui se serait produite alors qu'il était encore possible de constituer l'aile marchante de l'opposition. Alors la droite aurait dû supporter la responsabilité directe de sa politique.

Donc activisme en Algérie... mais dont le prolongement dans la métropole était risqué. Sans doute pouvait-il profiter de la passivité générale du peuple. A la condition de ne pas toucher aux institutions et aux cadres du régime : l'armée, la police, les grandes administrations, les organisations patronales et syndicales. Or, le caractère fondamental du fascisme, c'est de **remplacer la lutte des classes par la lutte des places, d'offrir aux « déclassés » qui l'animent des bénéfices et des prébendes...**

De Gaulle n'a pas été porté par un mouvement fasciste. Il a été porté au pouvoir par le **conservatisme des cadres du régime : armée et haute administration, par la volonté longuement préméditée de l'oligarchie financière et capitaliste, par l'aspiration populaire pour la paix en Algérie.**

Une sorte de paternalisme qui s'apparente à celui de Pétain en 1940, sans que le peuple ait touché (comme dix-huit ans auparavant) le fond de la débâcle. Mais l'analogie apparaît encore dans la pré-

paration. Comme Pétain, de Gaulle s'isolait dans une sorte de halo mystique... et son nom résonnait par intermittences, en sourdes incantations. Or le chef fasciste, par définition, est un démagogue placé au centre de cercles concentriques : celui de sa phalange, ceux de la cohue. La mise en scène lui assure l'isolement de la sécurité et le prestige d'une mobilisation tumultueuse.

TROIS POSITIONS DEFENSIVES

Les trois bases délimitées du gaullisme appelaient des regroupements sur trois positions défensives distinctes.

1) Puisqu'une institution officielle, l'armée, menait une action extra-légale, il était normal que la contradiction s'exprimât par **l'intervention extra-légale d'une autre institution officielle.** La manifestation de l'Université, le 30 mai, ne fut pas une improvisation à caractère politique, mais au contraire une réplique d'une haute portée. **A l'autorité militaire s'opposait ainsi le libéralisme universitaire.**

Il aurait fallu que, par évocation du 12 février 1934, la classe ouvrière manifestât sur son terrain propre, par son action spécifique, son refus du coup de force. Je continue à croire que si les centrales dites libres furent paralysées par le neutralisme inquiétant de leurs dirigeants, elles furent aussi gênées par des initiatives communistes, dont l'échec facilement prévisible laisse supposer une arrière-pensée également inquiétante.

2) L'aspiration pacifiste exprimée dans la massive confiance accordée à de Gaulle n'est pas plus contestable qu'aberrante. Il ne s'agit pas de déceler les mobiles et les motifs de l'Homme providentiel. Il n'est pas impossible qu'il ait vu plus clair dans sa retraite de Colombey que les occupants de Matignon et du palais ministériel d'Alger. Il n'est pas exclu qu'il soit d'accord avec les représentants les plus clairvoyants du grand capitalisme. Il n'est pas absurde de le supposer fidèle au programme de Brazzaville et que sa politique de la grandeur — quelque peu outrecuidante — lui ait inspiré une volonté de rassemblement en Europe de toutes les forces militaires françaises.

Je note incidemment que ces observations qui rejoignent celles de Guilloré, loin d'être une adhésion (n'osant dire son nom !) au gaullisme, m'en paraît l'antithèse. Il faut croire en Dieu pour craindre le diable. Il faut attendre le Messie pour dénoncer l'Antéchrist. Certaines formes d'antigaullisme exclusif, systématique et fanatique accentuent les reliefs du gaullisme également exclusif et fanatique. Souligner au contraire, tant sur le plan algérien que sur le plan international, les contradictions internes du rassemblement gaulliste me semble besogne utile qui ne devrait pas émouvoir les lecteurs de la « R.P. », habitués aux coups de fouet des boutades et des paradoxes. Guilloré n'est pas plus... gaulliste, que Louzon n'est nassérien ou. kassémien... ou maotsetoungien.

LA VICTOIRE PATRONALE

Mais si l'on peut discuter du rôle de l'armée, de la solution algérienne, il est une hypothèse que nous avons formulée et qui s'élève aujourd'hui en certitude. C'est la politique patronale et capitaliste qui réclamait un urgent renforcement de l'Etat, une urgente neutralisation des syndicats... qui a choisi délibérément de Gaulle comme le seul capable, en concentrant sur lui tous les espoirs et toutes les méfiances de tenir la barre dans une passe difficile.

Et le succès de cette politique confirme le prévoyant machiavélisme.

On espère que les homélies optimistes de M. Pinay ne chantent pas dans le cœur de nos lecteurs.

Si la situation financière s'est améliorée, ce n'est pas parce que la France est devenue plus riche et plus prospère.

La dévaluation a provoqué le retour de capitaux que l'incertitude maintenait hors de France. Et a favorisé le tourisme... « les exportations invisibles » par un phénomène bien connu : un change abaissé attirant naturellement les porteurs de devises survaluées.

Quant à la fameuse balance des comptes, le retournement de la tendance, c'est-à-dire le dépassement de la valeur des importations par celle des exportations doit être apprécié, compte tenu de la composition des contingents importés ou exportés. Une économie nationale est en expansion lorsque le pays importe surtout des matières premières et des produits énergétiques et exporte des objets fabriqués. Si le déficit est éteint, parce que l'on a moins besoin d'aliments ou de moteurs des industries, et parce qu'au contraire on dispose d'un excédent de charbon ou d'acier... le remède est pire que le mal.

Or il semble que ce soit là la cause principale du « redressement » actuel.

Pour que l'expansion reprenne, pour que les exportations améliorent le profit, pour que l'industrie française puisse se placer en bonne position dans la compétition du Marché commun et sur le marché américain, trois conditions préalables sont nécessaires :

1) Une diminution de la consommation intérieure, obtenue par la baisse du salaire réel, résultat qui prouve la stupidité des slogans sur la baisse des prix, sur la fameuse course des salaires et des prix. De 1953 à 1957, les prix n'ont pas suivi les salaires. Depuis 1957, les salaires ne suivent plus les prix.

2) La reprise des investissements, ce qui implique la reconstitution de l'épargne, l'importation des capitaux étrangers, l'une et l'autre encouragées par la confiance, c'est-à-dire par un Etat autoritaire réduisant le contrôle parlementaire et limitant les mouvements revendicatifs.

3 La reconstitution de l'armée de réserve des chômeurs, ce qui implique la fin du plein emploi, **le maintien de la semaine de travail prolongée.**

On admet difficilement ce qui n'est pas logique... alors que la logique, satisfaction de l'esprit, n'explique aucun phénomène social. Le patronat « progressiste » reste cependant empirique. Il utilise l'idéologie et la conjoncture politique, mais ne veut pas s'y soumettre. Il entend maintenir le libéralisme économique lorsque ses profits en sont augmentés... et l'autoritarisme étatique, lorsque la lutte ouvrière et la concurrence étrangère en sont contrariées.

Or, la peur du fascisme, à ce point de vue patronal, est beaucoup plus efficiente que le fascisme lui-même qui impose des servitudes insupportables. Tandis que les militants ouvriers s'hypnotisent sur le danger fasciste, soit pour prêcher la résignation, soit pour préparer la lutte suprême, la classe ouvrière est incapable de mener sa propre bataille sur son propre terrain, par ses propres moyens.

C'est pourquoi je ne suis pas encore convaincu de l'organisation d'un véritable coup d'Etat entre le 13 et le 29 mai. L'essentiel pour moi reste la position du Conseil national du patronat français (fixée le 13 mai) et la démarche de Pinay à Colombey. Le reste est trop bien monté pour que l'on ne soupçonne pas la mise en scène...

AFIN DE CLARIFIER NOS IDEES SUR LA GREVE

Il est des observations assez banales, sur lesquelles je voudrais insister.

C'est d'abord que l'on déforme l'idée même de grève générale en l'employant à tout propos et hors de propos.

Une grève générale de vingt-quatre heures n'est évidemment qu'une manifestation défensive. La grève générale illimitée ne se conçoit que dans la perspective d'une offensive décisive, devant aboutir à la victoire ou à la défaite totale, c'est-à-dire à la prise du pouvoir ou à la liquidation du mouvement ouvrier.

Mais si l'on a le devoir d'exprimer de sérieuses réserves sur les grèves catégorielles qui tendent à consolider des privilèges, donc des hiérarchies, on ne doit pas en tirer cette déduction que toute grève impose la « généralisation » ou au moins l'extension du mouvement.

Il est des revendications générales dont celle du retour aux quarante heures. Mais il n'est pas interdit de procéder par étapes, en menant d'abord le combat sur les points de moindre résistance.

Ce qui reste hors de la critique, c'est l'extension spontanée des mouvements. Cette contagion tout à fait normale explique dans une large mesure la magnifique explosion de juin 1936 et peut-être les grèves efficaces d'août 1953. Quant aux grèves de solidarité que l'on pratiquait dans la C.G.T. de 1906, elles méritaient ce titre par le caractère désintéressé de leurs motifs.

L'idée dangereuse de certains militants d'aujourd'hui, c'est que la grève localisée dans une entreprise aboutit obligatoirement à un échec, qu'il faut trouver des mots d'ordre généraux par lesquels on peut mobiliser de larges masses. Consciemment ou non, on pense obliger l'Etat à intervenir pour contraindre le patronat. Ainsi, on discrédite le syndicalisme.

Or, ce qui se dégage pour nous aussi bien du phénomène gaulliste que des dernières défaites ouvrières, c'est l'impérieuse nécessité de proscrire l'étatisme, qu'il soit paternaliste ou totalitaire.

Roger HAGNAUER.

UN CRIME !

Au moment où s'achève la mise en page de ce numéro, nous apprenons l'odieux assassinat du secrétaire de l'Union des Syndicats de la Région parisienne de l'U.S.T.A.

Nous tenons à eprimer notre indignation en même temps que l'expression de notre solidarité fraternelle à nos amis de l'U.S.T.A.

Le terrorisme en général est une manifestation aussi dangereuse pour ceux qui l'emploient que pour ceux qui en sont victimes. Mais lorsqu'il veut résoudre des oppositions entre tendances ouvrières, il devient UN CRIME contre toute l'Internationale ouvrière. Nous perdrions le droit de condamner toute répression colonialiste, ainsi que les actes des bourreaux staliniens et post-staliniens, si nous ne condamnions avec la même vigueur DES TUEURS QUI DESHONORENT LA CAUSE ALGERIENNE.

Nous n'avons jamais profité de la compétition entre l'U.G.T.A. et l'U.S.T.A. pour chercher querelle à la C.I.S.L. Mais il faut que celle-ci intervienne immédiatement — et qu'elle brise toute relation avec ceux qui ne condamneraient pas sans réserves ce terrorisme antiouvrier et contrerévolutionnaire. — R. H.

Lettre de Tunis

TOI AUSSI !

L'assassinat de Me Aoudia et les menaces de mort contre les sept autres avocats des révolutionnaires algériens sont, pour nous, signés : la Main rouge.

Même lâcheté dans le crime, que couvrira, une fois de plus, la raison d'Etat.

Les assassins de Ferhat Hached étaient sûrs de l'impunité, avec la caution d'un sénateur et d'un résident général, avalisée par le président de la République. Auriol savait que Colonna et Hauteclocque couvraient le 2e Bureau et les tueurs. Il n'a dénoncé ni les uns ni les autres.

Etonnez-vous après ça que la lâcheté se croie promise aux hautes destinées de sauveur du pays et qu'elle reprenne ses exploits en métropole, après une mise au point soignée de son entraînement dans les colonies où la vie de l' « indigène » était pour rien — bien avant 1830, déjà !

La méthode était sans risque sous la quatrième — et souvent payante — pourquoi ne le serait-elle plus sous la cinquième !

Un frein, l'humanisme verbal d'un de Gaulle ? Allons donc !

Il n'y a que les jobards pour y croire.

Quoi qu'il en soit, ceux qui ont fait le 13 mai se foutent pas mal du général et de son verbe creux.

Elevés dans l'esclavage des autres, le seul Droit qu'ils reconnaissent est celui du plus fort. Et ils n'en admettent pas d'autres dans la France éternelle.

Et comme ils ont avec eux — quand ils n'en sont pas — la police et l'armée, des hommes dans les rouages essentiels de l'Administration, surtout depuis un an, et qu'ils ne sont pas obligés de compter, car l'ultra a l'argent facile, ils peuvent frapper l'adversaire à coup sûr, s'amuser même à brouiller les cartes, en attendant de se vanter d'avoir mis au pas sinon les rebelles, du moins leurs complices.

Par complices, entendez aussi bien ceux qui dénoncent sans relâche, depuis toujours, l'impérialisme et ses guerres liberticides d'extermination, que ceux qui ne prennent pas position par peur ou par indifférence.

Bien sûr, les premiers passeront d'abord à la casserole, mais les tièdes ne seront pas épargnés non plus.

Demain on leur reprochera leur attentisme et ils finiront dans les camps où ils ont laissé agoniser, hier, les Espagnols, aujourd'hui, les Algériens.

***

La faune européenne qui reflue des colonies est d'une inhumanité féroce. Depuis des années, nous ne cessons de le répéter. Vous ne nous avez pas cru, hélas !

Mais vous allez voir, camarades métropolitains, ce qu'est le colonialiste, surtout détrôné d'un fief sur lequel il croyait régner indéfiniment, par sa progéniture.

Il vous rendra responsable d'un sort qu'il croit, dur comme fer, immérité, d'autant plus qu'il s'imagine incarner le patriote clairvoyant et incompris.

Il sera d'autant plus inexorable que la défaite qui l'attend en Afrique — après les coups de pied au cul qui lui ont fait sauter d'un bond la Méditerranée, et dont vous avez ri souvent — sera plus cuisante.

Vous serez rendus responsables de ses déconfitures, avec effet rétroactif depuis Dien-Bien-Phu.

Les ultras — militaires et colons — se vengeront, les uns de leur prestige compromis depuis 1939, les autres de leur Eldorado perdu. Sans compter les sous-fifres des administrations pléthoriques qui ne vous pardonneront jamais de n'avoir plus ni boy ni fatma corvéables à merci, malgré une vie d'abrutissement intégral mais facile et couronnée d'une retraite confortable. Pour le chevrier du Midi et le vacher de l'Est la colonie c'était aussi le Pérou.

***

Camarade syndiqué métropolitain, qui est resté sourd aux appels à la solidarité de ton frère « indigène » engagé dans une lutte à mort pour la liberté, l'heure est venue où tu risques de payer cher ta surdité... hypocrite. Tu sais pourtant bien que la jaunisse ne paie pas.

Si tu ne trouves pas au fond de toi-même la possibilité du sursaut indispensable de la loi du talion : « œil pour œil, dent pour dent », ou ce qui vaudrait mieux : « pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule », tu peux t'attendre à être dévoré par l'hyène colonialiste, « Toi aussi ».

J.-P. FINIDORI.

LE CORDONNIER ALEXIS TRINQUET

Alexis-Louis Trinquet naquit à Valenciennes le 5 août 1835. Comme tous les « obscurs » il n'a pas de généalogie et personne n'a consigné ce que furent son enfance et sa jeunesse. Il apprit le métier de cordonnier, se maria et eut un fils prénommé Julien. Venu à Paris il fut, en 1866, l'un des fondateurs de *L'Economie ouvrière*, société coopérative installée rue Delaître à Belleville (1). Quelques années plus tard, en 1870, le 1er mars, il était, pour port d'arme prohibée, détention de munitions de guerre et cris séditieux, condamné à 6 mois de prison et 50 francs d'amende.

Le 4 septembre, enfin, l'Empire s'écroulait et c'est sans doute vers cette époque que Trinquet, délaissant l'alène de cordonnier, fut employé dans les bureaux de la *Marseillaise*. Et puis ce fut le 18 mars, sursaut patriotique autant que révolutionnaire et socialiste du peuple parisien. Le 16 avril Trinquet est élu membre de la Commune par le vingtième arrondissement avec 6771 voix. Quelques jours plus tard, le 21 avril, il est désigné pour faire partie de la Commission de Sûreté Générale avec Cournet, Vermorel, Ferré et A. Dupont. Les *Procès-Verbaux de la Commune de 1871* (2) montrent qu'il participa activement à la vie de l'assemblée parisienne et à la défense de la capitale : intervention, le 24 avril en faveur du relogement des victimes du second bombardement de Paris par les Versaillais, demande formulée le 25 pour que « jusqu'à concurrence de 50 francs, tous les outils et objets utiles soient rendus par le mont de piété à nos frères les ouvriers », contribution le 30 avril à l'acheminement de troupes au fort d'Issy menacé par les soldats de Thiers, prise de position le 1er mai en faveur d'un Comité de salut public, résistance enfin jusqu'au dernier jour dans le réduit de Belleville.

L'attitude de Trinquet durant la Commune fut donc des plus énergiques. On ne le lui pardonna pas et une note de police du 21 août 1876 lui reproche les « mesures de répression les plus violentes », les « perquisitions vexatoires » faites au domicile de membres du clergé, enfin « les assassinats qui ont été commis à la mairie du XXe arrondissement ». Quels assassinats ? à quelle date ? de qui ? Quand on voit avec quelle minutie on a reconstitué l'emploi du temps du plus obscur garde fédéré, avec quel soin sont consignés les témoignages les plus insignifiants, quelle importance on a attribuée aux dépositions les plus discutables, on se dit que vraiment on avait bien peu de chose à reprocher, de ce point de vue, au Communard Trinquet. Une exécution, une seule, est attestée par ses ennemis mais aussi par ses amis. Au cours de la Semaine Sanglante, l'avant-veille de la chute de la dernière barricade, alors que dans presque tout Paris les Versaillais fusillaient avec la bestialité que l'on sait — et ces précisions ont leur intérêt — il présida « l'exécution de l'agent de la paix Rothe » et, après que ce dernier fût tombé sous les balles du peloton il déchargea dans la tête du fusillé un coup de revolver. Jules Vallès nous a retracé ainsi la scène dans *L'Insurgé* (3) :

Jeudi 25 mai. Mairie de Belleville.

Dans la cour, du bruit.

Je me penche à la fenêtre. Un homme, sans chapeau, en bourgeois, choisit une place commode, le dos au mur. C'est pour mourir.

— Suis-je bien là ?

— Oui !

— Feu !

Il est tombé... il remue.

Un coup de pistolet dans l'oreille. Cette fois il ne remue plus.

Mes dents claquent.

— Tu ne vas pas te trouver mal pour une mouche qu'on écrase, me dit Trinquet qui remonte en essuyant son revolver.

***

L'énergie que Trinquet avait déployée durant la Commune ne se démentit pas devant les juges et son attitude contraste, il faut le dire, avec celle de beaucoup d'autres, et non des moindres, qui se renièrent.

Da Costa rapporte ainsi la déclaration du Communard devant le Conseil de Guerre le 2 septembre 1871 : « Mon seul regret est de n'avoir pas été tué ; je n'aurais pas le chagrin d'assister ici au triste spectacle de collègues cherchant à éluder la responsabilité d'actes qu'ils semblaient si pressés de commettre » (4).

Il fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. A l'île Nou il demeure aussi digne que devant ses juges et se refuse à solliciter une grâce.

Da Costa qui le connut à cette époque nous le présente ainsi :

« L'œil gris, avec des reflets bleutés, sous un front large et droit, sillonné de rudes rides horizontales, éclairait la physionomie intelligente et sympathique de ce petit homme trapu » (5).

Cependant Trinquet voit peu à peu sa santé décliner. Déjà malade il tente alors une folle évasion. Mais il est repris et condamné le 23 décembre 1876 à trois ans de double chaîne par le premier Conseil de Guerre de la Colonie.

Un rapport sans date, mais qui fut vraisemblablement rédigé vers 1879 lorsqu'on songea à l'amnistie, résume ainsi l'opinion de l'administration pénitentiaire sur le bagnard : « Tranquille et soumis. A longtemps été employé à l'atelier des cordonniers à l'île Nou, où il s'est fait remarquer par son assiduité au travail. Fréquente peu les autres condamnés. N'a subi que deux condamnations légères. Vient d'être récemment déclassé de cordonnier et mis aux impotents. Proposé pour une commutation de peine. A refusé de former un recours en grâce. »

En France la situation évoluait alors, non sans timidité toutefois, dans un sens républicain. Mac Mahon, sur lequel la réaction avait tant compté pour favoriser une restauration monarchique était enfin remplacé par Jules Grévy le 30 janvier 1879. Alors, mais alors seulement, Trinquet se décida à adresser au Président de la République, la belle lettre qu'on lira ci-dessous :

Les évènements qui viennent de s'accomplir en France et dont votre avènement au pouvoir présidentiel en est le résultat heureux, me font espérer que vous voudrez bien écouter la voix éprouvée qui s'adresse en toute confiance au premier fonctionnaire de la République.

La démarche que je fais auprès de vous, Monsieur

(1) J. Gaumont, **Histoire générale de la coopération en France**, Paris, tome 2, p. 11.

(2) Edition critique, G. Bourgin et G. Henriot, tomes 1 et 2.

(3) Paris, Charpentier, 1926, p. 353-354.

(4) Da Costa, **La Commune vtcue**, Paris, 1905, tome 3, p. 207.

(5) Ibid.

le Président, n'aurait jamais été et à aucun prix faite sous le pouvoir de votre prédécesseur.

La République sauvée des mains réactionnaires, votre présence à la tête du gouvernement viennent ranimer l'espérance que les dernières années avaient grandement diminuée.

Condamné le 2 septembre 1871 par le troisième Conseil de guerre aux travaux forcés à perpétuité je ne récriminerai pas contre la décision des hommes qui composèrent ce conseil, lesquels ont voulu m'assumer une responsabilité bien au delà de la part que j'ai prise comme membre de la Commune pendant l'insurrection. J'ai la conviction d'avoir, étant du nombre de ceux qui ouvrirent les conseils de guerre, été jugé et condamné par des adversaires qui n'ignoraient pas mon passé et la part active que j'avais prise au renversement de l'Empire.

Républicain dès mon enfance, j'ai été élevé dans l'amour le plus profond de la République et de la Révolution. Au coup d'Etat de 1851, j'ai, tout jeune encore, fait mes premières armes sur les barricades en jurant une haine implacable à l'Empire et aux ennemis de la révolution.

A la suite de nos désastres et au milieu de la tourmente révolutionnaire, dans ces jours de fièvre ardente, j'ai, comme beaucoup, vu la République naissante menacée dans son berceau par l'assemblée réactionnaire de Bordeaux. J'ai partagé l'enthousiasme du grand nombre de ceux qui prirent les armes pour renverser la coalition royaliste et cléricale.

Je vous avouerai, Monsieur le Président, que je n'ai été guidé dans ces terribles événements que par la conviction de sauver la République des mains des hommes qui avaient démasqué leurs sentiments monarchiques et montré l'espérance de rétablir, sur le corps encore chaud de la République, un passé condamné par trois révolutions. Je ne suis qu'un ouvrier, je n'ai jamais eu la ridicule prétention de jouer l'homme important. Je n'ai pas recherché le vote de mes concitoyens, j'étais connu comme un honnête ouvrier, j'avais l'estime du grand nombre, cette honnêteté ne s'est jamais démentie. Devant le conseil de guerre mes juges incertains, indécis m'épargnaient la peine de mort pour me condamner à une peine cent fois plus horrible : le bagne ! Ah ! Monsieur le Président, si vous saviez ce que l'on souffre au bagne, si vous connaissiez la torture morale qui tue lentement dans ce milieu infâme, la promiscuité affreuse à laquelle vous ne pouvez échapper, les insultes, les menaces, la faim, la plus grande misère : voilà le sort que je subis depuis huit ans.

Après de si longues années de souffrances, je viens vous demander, Monsieur le Président, de changer la peine ignominieuse que je subis en celle du bannissement.

Exténué, brisé de fatigues et de privations, couché sur un lit d'hôpital depuis sept mois, j'ose espérer, Monsieur le Président, que vous daignerez accueillir la demande d'un homme qui a tant souffert et qui n'a cessé d'être Républicain. Rendez-moi à ma femme et à mon fils, accordez-moi de passer le peu de temps qui me reste à vivre sur une autre terre que celle de l'île Nou, et de mourir en paix sur une terre étrangère près de la France bien aimée.

Quelle que soit votre décision, Monsieur le Président, j'accepterai mon sort sans murmure et sans plainte et resterai toujours

Votre dévoué serviteur et soldat de la République,

Alexis TRINQUET,
N° 3228 Ile Nou. ce 15 avril 1879.

Le Communard n'obtint pas pour autant d'être libéré. Gambetta intervint à son tour. Le fils de Trinquet s'adressa, lui aussi, en termes dignes (6), au ministre de la Justice et au Président de la République — 6 janvier 1880 — et ces démarches pressantes n'aboutirent qu'à une commutation des travaux forcés en déportation simple le 21 février 1880. Nouvelle lettre de Julien Trinquet — 17 avril — au Président de la République. Enfin le Communard est gracié, à une date que j'ignore, et il revient en France mais épuisé physiquement et moralement et si, grâce à Gambetta, il obtient une modeste fonction, cela « ne devait l'aider qu'à mourir » (7). Avant de disparaître, il sert cependant, une fois encore, la cause à laquelle on peut dire, sans faux sentimentalisme, qu'il a sacrifié sa vie : il est élu conseiller municipal socialiste de Paris pour le vingtième arrondissement.

Aussi sûrement mais avec plus de raffinement que le peloton d'exécution, le bagne l'a tué, et il meurt à 46 ans le 12 avril 1882 (8).

Jean MAITRON.

(6) Seule la femme d'Alexis Trinquet écrivit, le 12 juillet 1876, une demande de grâce en insistant sur le « repentir sincère » de son mari, « ce malheureux qui n'a pas su se défendre de l'entrainement qui est cause de sa perte ». Ne jugeons pas...

(7) Da Costa, **L aCommune vécue**, op. cit., p. 208.

(8) En dehors des sources ci-dessus notées, j'ai utilisé le dossier Trinquet des Archives Nationales, série BB 24 824, n° 6039.

Ceux qui nous quittent

ALBERTO MESCHI

L'importance des expériences acquises dans les luttes ouvrières est grande ; l'intérêt que le récit de ces batailles et de la vie des hommes qui les ont vécues est souvent plus vif quand nous nous sentons transportés dans un pays et un milieu différents du nôtre. Voilà pourquoi il ne nous paraît pas superflu de consacrer à la biographie d'Alberto Meschi, un des animateurs des marbriers de Carrare, un second article, traduit de l'italien et signé par Ugo Fedeli dans l' « Umanità nova ».

Voici l'exemple d'un homme qui entra en lutte chez les carriers au moment où ceux-ci travaillaient « de l'étoile à l'étoile ». Il les quitta pour mourir en sachant qu'ils avaient la journée de six heures et demie; cette journée, les hommes comme Meschi ont fini par l'arracher au patronat, au fascisme et même aux chefs syndicaux de la Bourse du travail de La Spezia qui défendaient l'horaire plus long, celui de huit heures appliqué chez les mineurs par le fascisme.

Bel exemple aujourd'hui pour nous qui connaissons, hélas ! des grèves menées pour pouvoir travailler plus de quarante heures !

Le personnage d'Alberto Meschi est lié au mouvement ouvrier au point de faire vraiment corps avec lui, surtout à Carrare, où plus de quarante luttes furent soutenues en accord avec les ouvriers des carrières des Alpes Apuanes, si bien qu'on ne pourra parler de ces luttes sans parler d'Alberto Meschi.

On peut dire qu'Alberto Meschi et le mouvement ouvrier de Carrare sont une seule et même chose, parce que les reprises de force les plus fermes et les conquêtes de ce mouvement sont le résultat de la droiture morale, de la constance, de la ténacité d'Alberto Meschi, qui a su encourager et affermir la conscience des rudes travailleurs du marbre.

D'une manière générale aussi le mouvement anarchiste de Carrare s'est non seulement toujours occupé avec amour et ténacité du mouvement ouvrier, mais il a su démontrer que l'organisation ouvrière a toujours exercé une action efficace quand les anarchistes y ont participé.

En examinant les noms des militants qui, pendant les cinquante-huit ans d'existence de la Bourse du Travail de Carrare, se sont trouvés au secrétariat, on rencontre beaucoup de noms de militants

anarchistes dont la permanence à la tête de la responsabilité de l'organisme ouvrier marque différents moments de la reprise du mouvement lui-même. Les noms de ces militants sont connus : Enrico Petri, Ugo del Papa, Federici di Sarzana, Sartini di Bologna, Riccardo Sacconi di Roma, Alberto Meschi. Mais parmi tous ceux-ci, celui qui a laissé l'empreinte la plus profonde, aussi parce qu'il a passé beaucoup plus de temps que les autres parmi les travailleurs de Carare, est sans aucun doute Alberto Meschi.

Alberto Meschi, né le 27 mai 1879 à Borgo San Donino (Parma), commença très jeune à travailler comme maçon, et rapidement il commença aussi à se mêler au mouvement ouvrier en faisant partie de ce groupe de militants qui donnera naissance au mouvement syndical d'action directe ; ce mouvement sera par la suite à la tête de l'Union Syndicale Italienne.

Pour échapper aux persécutions déchaînées, le jeune militant anarchiste Alberto Meschi se rend en Amérique du Sud, en Argentine, où il prend une part active aux luttes du prolétariat, à l'organisation syndicale des villes, et à toutes les luttes et manifestations que le mouvement anarchiste entreprend.

Il collabore à la page italienne du quotidien anarchiste « La Protesta », qu'on publiait déjà à cette époque à Buenos Aires, et nous le trouvons à toutes ses manifestations les plus caractéristiques, toujours entreprises par le mouvement anarchiste argentin, qui a toujours su les susciter et les influencer. En Amérique il connait Roberto d'Angio ; c'est avec lui qu'il rédige la page italienne de « La Protesta », et cherche aussi à créer des initiatives parmi les éléments anarchistes et les émigrés, proie trop facile pour les exploiteurs d'outre-mer. Il connait aussi les militants argentins les plus célèbres, comme Alberto Guiraldo, Guilimont, etc.

Mais en 1910, à la suite de l'attentat contre le colonel de la police Falcon, commis par l'anarchiste russe Simon Radovitzsky, Meschi est arrêté avec beaucoup d'autres militants ; quelques-uns sont déportés à la Terre de Feu, d'autres, et parmi eux Alberto Meschi, sont déportés en Italie.

Rapatrié, il va travaillé à La Spezia avec son compagnon Roberto d'Angio, lui aussi déporté d'Argentine. Il se voit confier à La Spezia la rédaction de l'hebdomadaire « Il Libertario ».

C'est pendant une grande agitation des travailleurs de Carrare, prête à échouer, tandis qu'il manque un secrétaire à la Bourse du Travail, que Meschi est appelé ; il s'y rend en pensant cependant n'y rester que le temps nécessaire pour apporter une solution à l'agitation en cours. Après une longue et âpre lutte, l'agitation est menée à bien, et sur les insistances des travailleurs de Carrare, Meschi se décide à rester et à assumer la responsabilité du secrétariat non seulement de la Bourse du Travail, mais aussi du Syndicat des Travailleurs du marbre de la région apuane.

C'est le moment de la reprise du mouvement ouvrier dans toute l'Italie, et aussi des grandes luttes entreprises par les syndicalistes dans la région de Parme, à Milan, dans les Pouilles et la région de Carrare.

Déjà en 1912, après de longues et âpres luttes, les ouvriers des machines à scier et les travailleurs du marbre de la région apuane conquièrent la journée de travail de huit heures sans diminution de paye, et les travailleurs des carrières de marbre la journée de six heures et demie. L'esprit de lutte du prolétariat de la région apuane, toujours vivant et vigoureux, trouve sa réplique dans les capacités et la ténacité de Meschi.

En 1913-1914, tentative, de la part des patrons, de briser les conquêtes réalisées par les travailleurs ; pour réussir dans leur intention d'effrayer les masses ouvrières, ils appliquent le lock-out.

Alors commence une grande grève mémorable dans l'histoire du mouvement ouvrier italien, car, non seulement elle se continue, serrée, pendant bien trois mois, mais quand les autorités cherchent à faire pression sur les travailleurs en arrêtant leurs représentants, le peuple de Carrare répond par une grève générale qui dure — unique dans l'histoire — pendant vingt-trois jours.

Les détenus pour la libération desquels se battait le peuple de Carrare étaient les anarchistes Ugo del Papa, Riccardo Sacconi et Alberto Meschi, et la ténacité des travailleurs se vit couronnée par un succès complet.

Puis vinrent la guerre, la reprise et l'élan de l'immédiat après-guerre, le fascisme. Ce sont des années merveilleuses car la sensibilité révolutionnaire est toujours vivante et agissante parmi les gens de Carrare. A l'arrestation du compagnon Errico Malatesta, Carrare révolutionnaire répond par une grève de protestation.

Quand en 1920 seront arrêtés les membres du conseil de l'Union syndicale italienne, réunis à Bologne, Carrare sera l'une des premières villes à répondre à la provocation par une grève générale. Cependant, comme il fallait le prévoir, ce fut surtout contre la Bourse du Travail et contre Alberto Meschi que se déchaînèrent tout de suite les violences fascistes. Après l'incendie de la Bourse du Travail, Meschi est contraint de vivre illégalement pendant quelque temps aux alentours de Carrare; puis, quand le fascisme devient maître de la situation, Meschi doit se réfugier en France, où immédiatement il prend une part active à l'organisation ouvrière et à celle du syndicat unique du bâtiment.

Cet historique serait long si nous voulions nous arrêter sur les détails des années passées en France, et nous dépasserions les limites d'un simple article ; mais on ne peut oublier qu'il ne fut pas parmi les derniers à accourir en Espagne pour combattre dans les rangs de la révolution, quand en 1936 monarchistes et fascistes tentèrent le soulèvement qui devait amener au pouvoir la caste des généraux. Une fois étouffée la révolution d'Espagne, qui avait éveillé tant d'espoirs chez tous les antifascistes, Meschi, retourné en France, sera quelque temps détenu dans un camp de concentration. Puis arrive la guerre mondiale. Meschi réussit à prendre le maquis, à échapper à l'arrestation par la Gestapo et à la déportation en Italie. La guerre finie, le fascisme tombé, après vingt ans de séjour en France vers la fin de 1945, Meschi retourne en Italie, et le milieu du travail à Carrare lui prodigue un accueil vraiment grandiose. Malgré cela, son activité n'a pas de trêve ; immédiatement il assume la responsabilité de secrétaire de la Bourse du Travail, et, entouré de militants actifs, il donne le départ à de nouvelles luttes et à de nouvelles et fermes conquêtes.

On ne peut terminer, même très brièvement, un portrait d'Alberto Meschi sans s'arêtrer un instant sur ses idées à propos du syndicalisme et de l'anarchisme.

Lui-même précisait, en annotant un article paru à sa défense dans l'hebdomadaire « Adunata dei Refrattari » (Union des Réfractaires) de New York de février 1951, à propos d'un procès intenté contre lui. Il avait tenté de faire abolir les contrats de travail imposés par le fascisme, et le représentant d'une entreprise industrielle, pour arriver à le faire condamner, tentait de transformer les paroles de Meschi en une insulte personnelle contre lui, responsable d'une administration. Dans cet article, « l'Adunata » disait, tout en étant d'accord sur beaucoup d'autres points que « nous n'avons jamais eu beaucoup de sympathie pour le syndicalisme de Meschi ni d'aucun autre ». Et Meschi, dans son journal « Il Cavatore » (Le Carrier), de préciser : « Meschi n'a jamais été et n'est pas syndicaliste dans le sens qu'on donne aujourd'hui à ce mot ; il a été et il est un anarchiste, qui a participé au mouvement ouvrier, comme travailleur et comme anarchiste, car il sait que tout ce qui est progrès social doit être arraché, conquis par les exploités contre les exploitants ; que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, contre toutes les formes d'exploitation et d'autorité. »

Autodidacte, il savait très bien parler de façon à convaincre et écrire clairement. Pendant de longues années il fut directeur et rédacteur du journal « Il Cavatore », avant la guerre mondiale de 1914-18, et continua à le publier durant les années 1920, 1921, 1922.

Ugo FEDELI.

CERCLE ZIMMERWALD

Où va l'Afrique noire ?

Le 31 mai notre camarade Thomas nous a parlé de la situation en Afrique noire, telle qu'elle lui apparait après les récents événements. Il avait déjà parlé au Cercle de l'Afrique noire il y a quatre ans, après un séjour au Congo. Il en avait alors montré la fermentation. Le mouvement qui commençait à secouer la tutelle européenne lui paraissait irrésistible. Depuis, les choses sont allées très vite.

C'est dans les pays où la répression la rendait le plus difficile qu'il évoque la lutte menée pour l'émancipation : lutte des Indiens et des Boulous de l'Afrique du Sud, des noirs des deux Rhodésies et du Nyassaland, du Congo belge. Dans ce dernier pays les trusts, prévoyant l'ampleur que prendrait ce mouvement avaient d'ailleurs essayé de faire la part du feu et de maintenir leur pouvoir grâce à l'élévation du niveau de vie des noirs, à l'organisation d'un paysannat, au développement d'institutions indigènes limitées à la vie communale, à la création d'une Université que ne fréquentent d'ailleurs que quelques centaines d'étudiants. On entendait maintenir les indigènes dans une situation subalterne. On n'y a pas réussi. Leur impatience s'est manifestée.

Ce qui a contribué à unifier le mouvement d'émancipation dans les diverses parties de l'Afrique noire, c'est la récession américaine et le chômage qui en est résulté : 100.000 chômeurs à Léopoldville ; c'est aussi la contagion de l'exemple des peuples qui obtenaient leur indépendance ou leur autonomie au Ghana, dans l'Afrique occidentale française, en Guinée. Avec ce que la situation a ainsi d'unifiant interfèrent toutefois, parmi les masses, d'autres tendances, dues à l'émiettement racial, au patriotisme de tribu.

L'exposé de Thomas permet un échange de vues où sont évoquées la situation des ouvriers noirs, la naissance d'une bourgeoisie noire, les ressources de l'Afrique, les perspectives du mouvement d'émancipation des noirs. Eux et nous, dit Thomas, nous nous sauverons tous ensemble, ou pas du tout.

●

L'anniversaire de la Semaine de Mai a été l'occasion pour Maitron de nous donner une idée des recherches qu'il a entreprises sur l'histoire de la Commune en dépouillant les rapports de police établis sur les communards.

HOMMAGE A MARCEAU PIVERT

En début de séance, Daniel Martinet lit l'hommage de Jean Rous à Marceau Pivert, un des fondateurs et des militants les plus fidèles du Cercle, mort l'an dernier :

Marceau Pivert était un libre penseur intrépide, il n'avait la foi que dans l'amélioration de l'homme et de la société. C'est dans cet esprit que la commémoration de l'anniversaire de sa mort prend tout son sens, car ce sont les amis et les camarades, en poursuivant l'action à laquelle il a dévoué sa vie, qui peuvent le mieux assurer la pérennité de son souvenir.

J'ai connu Marceau Pivert, il y a plus de trente ans, en particulier pendant cette période, où dans le quinzième arrondissement se tenaient en avant-garde, les premières réunions et les premières manifestations, qui devaient donner naissance à l'unité d'action. Nous n'appartenions pas à la même tendance, puisqu'il était l'animateur de ce qu'on a appelé la gauche révolutionaire, et que j'étais alors aux côtés de Léon Trotsky, un des secrétaires du mouvement pour la Quatrième Internationale. Quand je considère avec quelque recul, nos oppositions, je les trouve bien secondaires, par rapport à ce qui unissait, et je ne puis pour ma part, que déplorer que dans certaines circonstances, la passion des sectes ait pu empêcher de se consacrer, à ce qui nous était commun et essentiel. On dit que ces délires étaient inévitables et comme le produit de la confusion de l'époque; peut-être ont-ils par leurs excès contribué à féconder dans la réalité d'aujourd'hui une plus grande unité entre tous les révolutionnaires socialistes.

Par sa fidélité constante aux principes, par son dévouement inlassable, par son noble désintéressement, Marceau Pivert aura été de ceux qui ont préparé cette unité et en sonmme ce socialisme ou ce communisme renouvelés qui se forment sous nos yeux. Dans l'avant-guerre, son souvenir est profondément lié aux grands combats de l'antifascisme, au soutien de la révolution espagnole, qu'il a su combiner, avec la défense courageuse des minorités persécutées, comme le POUM, et il s'est fait dans un pays si souvent porté au chauvinisme, même dans les rangs ouvriers, une spécialité glorieuse de l'internationalisme prolétarien. En créant le PSOP, il joua un rôle précurseur, et nombreux sont les anciens militants du PSOP qui participent aujourd'hui à l'entreprise, sans cesse renouvelée, de créer un véritable mouvement socialiste, démocratique et révolutionnaire en France, notamment avec le P.S.A.

Devant les abandons et les trahisons de fractions importantes de la social-démocratie, qui ont repoussé dans les rangs staliniens, de nombreux socialistes sincères, Marceau Pivert est de ceux qui ont le mieux compris qu'un antistalinisme intransigeant n'était efficace, que si l'on donnait en même temps l'exemple de la plus haute fidélité aux positions fondamentales du socialisme. Il croyait à la liberté mais il croyait non moins à la révolution, et de la tragédie espagnole à la tragédie algérienne, on retrouve dans son action, un esprit de continuité, dans la manière dont il a su toujours défendre la liberté dans la révolution, et la révolution contre ses accapareurs ou ses imposteurs.

Mais je voudrais surtout lui rendre hommage d'un point de vue qui pour nous est essentiel dans cette période de l'après-guerre 1945, qui restera la période des grandes révolutions coloniales. Marceau Pivert a bien compris le sens de cette révolution de notre époque et il n'est pas un seul de ses discours, ou de ses articles de la CSI, qui ne fasse référence, comme à un devoir essentiel pour le socialisme de s'aligner sur les aspirations des opprimés. En tant qu'ancien secrétaire du « Congrès des peuples contre l'impérialisme » (de 1948 à 1956) je puis témoigner une nouvelle fois de l'intérêt constant, du soutien permanent et sans réserves, que notre vieil et regretté ami porta à notre action, alors que nous n'avions éprouvé qu'hostilité ou indifférence de la part de la SFIO officielle.

En un mot, Marceau Pivert nous laisse l'exemple d'un socialisme vivant, dynamique, ouvert à la jeunesse et irréductiblement dressé contre toutes les formes d'oppression. Dans une période où le socialisme officiel préféra les postes aux idées, et où tant de médiocres, essayèrent de jouer aux hommes d'Etat, Marceau Pivert resta un simple militant, indifférent aux honneurs et aux emplois. Mais précisément, alors que la jeune génération méprise les noms qui sont pour elles synonymes de faillite, elle conservera dans sa mémoire le nom de Marceau Pivert, qui restera pour elle synonyme de l'espérance et de la foi socialiste.

PLUS ÇA CHANGE...

« ...le flot de « saluts fraternels » était envahissant au point qu'il ne laissa que peu de place pour une discussion sérieuse des problèmes exigeant une atmosphère calme, dépassionnée et de respect mutuel. »

P.-Y. DESHPANDE, délégué indien à la Conférence afro-asiatique des écrivains tenue à Tashkent.

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er MAI. — Congrès à Montrouge du **parti socialiste autonome.**

Les ministres occidentaux réunis à **Paris** ont adopté un plan du règlement du problème allemand.

Rassemblement à la Bourse du travail de Paris de 10.000 travailleurs par la **C.G.T.**

A **Berlin-Ouest**, 500.000 personnes participent à une manifestation pour Berlin libre, avec la participation de Walter Reuther, des syndicats américains.

LUNDI 4. — En **Italie**, grève de 48 heures des industries métallurgiques.

MARDI 5. — Crise au sein du Comité de Salut public d'**Alger.**

MERCREDI 6. — Elections aux Caisses d'action sociale du **Gaz et de l'Electricité** : gains C.F.T.C.

Grève de 24 heures des agents de conduite de la **S.N.C.F.**

JEUDI 7. — Discussion d'un nouveau contrat collectif aux **Etats-Unis** entre les compagnies sidérurgiques et les syndicats de l'Acier.

Vote du « pacte scolaire » par la **Chambre belge** par 196 voix contre 2.

Congrès du Syndicat de l'enseignement technique.

VENDREDI 8. — Livraison par les **Etats-Unis** de 440 gr. d'uranium à la France pour un sous-marin atomique.

A Stockholm, **Conseil mondial de la Paix.**

A Paris, congrès annuel des **parents d'élèves des lycées et collèges.**

Succès conservateurs aux élections municipales **anglaises**, en province.

DIMANCHE 10. — Elections **autrichiennes** : affaiblissement du parti populiste, renforcement du parti socialiste, élimination des communistes.

LUNDI 11. — Congrès du **M.R.P.** qui approuve la politique algérienne du général de Gaulle.

A Caen, congrès des associations de **parents d'élèves de l'école libre** qui réclame « un édit de Nantes scolaire ».

MARDI 12. — A **Genève**, après le compromis sur la représentation allemande, le délégué soviétique réclame la participation polonaise et tchèque.

En **Argentine**, arrestation d'officiers.

L'Angleterre livrera ses armes lourdes à l'**Irak.**

MERCREDI 13. — Anniversaire du **13 mai 1958** : manifestation sur le Forum d'Alger, incidents à Paris à l'Arc de Triomphe.

JEUDI 14. — On présente à Genève le plan occidental de **réunification allemande.**

Projet de **réforme fiscale** soumis au gouvernement.

VENDREDI 15. — Grève générale en **Argentine.**

LUNDI 18. — A **Londres**, un Jamaïquain est assassiné par une bande de jeunes Blancs.

Réunis à Vienne, les **Allemands des Sudètes** demandent à rester dans leur pays.

Réunion à Paris du **congrès européen du Travail.**

MARDI 19. — A **Cuba**, on décide l'expropriation des entreprises sucrières étrangères.

A Nancy, congrès de la **Fédération nationale des parents d'élèves des écoles publiques.**

VENDREDI 22. — Violentes bagarres à **Buenos-Aires** (Argentine).

Grève dans la métallurgie à **Toulouse** et à **Bordeaux.**

Congrès de la **Confédération Générale des Cadres** à Paris.

SAMEDI 23. — Grève des ferry-boats à **Rio-de-Janeiro** (Brésil) avec violents incidents.

Assassinat de l'**avocat kabyle Anokrane Ould Aoudia.**

LUNDI 25. — Voyage de M. Khrouchtchev à **Tirana** (Albanie).

Les syndicats de la C.I.S.L. des **six pays de la Communauté charbon-acier** s'élèvent contre l'attitude des gouvernements dans la crise charbonnière.

MERCREDI 27. — Défaite des « racistes » à la **Commission scolaire de Dittle-Rock.**

A Genève, exposé du **plan occidental sur l'Allemagne.**

JEUDI 28. — Deux guenons lancées de **Cap-Canaveral** (Etats-Unis) reviennent vivantes d'un vol à 500 kilomètres d'altitude.

Grève dans l'**Electricité et le Gaz.**

SAMEDI 30. — A **Genève**, conversation à huis clos entre les représentants des quatre puissances.

Emeutes à **Portoviejo** (Equateur).

DIMANCHE 31. — Election des sénateurs d'**Algérie.**

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MAI 1959

RECETTES

Abonnements ordinaires	29.700	
Abonnements de soutien	26.500	
		56.200
Souscription		850
Vente « R.P. »		2.845
Vente des livres et brochures		1.400
Sommes reçues pour l'ouvrage de Rosner		1.500
Divers		5.700
Total des recettes		68.495
En caisse à fin avril		215.204
		283.699

DEPENSES

Impression et papier (« R.P. » avril 1959)		108.088
Frais d'expédition		7.310
Frais de réimpression de la brochure de R. Hagnauer : « l'Actualité de la Charte d'Amiens »		91.900
Frais généraux		7.500
Téléphone		6.925
Total des dépenses		221.723
En caisse à fin mai :		
Espèces	6.417	
Chèques postaux	55.559	
		61.976
		283.699

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Mme V. Albenque (Algérie), 2.000 ; Bernard Cazaubon (Hautes-Pyrénées), 2.000 ; E. Delusme (Seine), 2.000 ; Mme M.-M. Gilberton (Loire), 2.000 ; Yvonne et Roger Hagnauer (Seine-et-Oise), 2.000 ; P. Henger (Seine), 2.000 ; Lucien Laumière (Seine-et-Oise), 2.000 ; Jean Maitron (Seine), 2.000 ; Henri Poulet (Seine-et-Oise), 2.000 ; Alfred Rosmer (Seine-et-Oise), 2.000 ; Jean Sauzet (Allier), 2.000 ; Maurice Vassort (Seine-et-Oise), 2.500 ; J. Vonau (Paris), 2.000. — Total : 26.500 francs.

LA SOUSCRIPTION

E. Allot (Finistère), 300 ; Mme Solange Collin (Paris), 100 ; Paul Giron (Seine-et-Oise), 200 ; Jean Laplaud (Charente-Maritime), 250. — Total : 850 fr.

L'Actualité de la Charte d'Amiens

par Roger HAGNAUER

Avec le texte de la Charte

Une préface de P. MONATTE : 1906-1956

Le compte rendu du Congrès d'Amiens par P. MONATTE

Le manifeste de l'Union des Syndicalistes

■

La première édition de la brochure de Roger Hagnauer, qui contient une préface du Monatte de 1956 et un article du Monatte de 1906 se justifiait par le cinquantenaire de la Charte.

La deuxième édition se justifie par la nécessité de répondre à ceux qui enterrent le syndicalisme révolutionnaire, parce qu'ils ne sont pas assez ambitieux pour devenir révolutionnaires, pas assez modestes pour rester syndicalistes.

La brochure situe la Charte d'Amiens dans la conjoncture économique, politique et sociale de son temps. Elle en justifie le texte, elle en dégage l'esprit et l'essentiel. Il n'est pas possible de ressusciter 1906 en 1959. Mais est-il impossible de retrouver en 1959, les valeurs permanentes qui ont fait de la motion du Congrès d'Amiens, la charte du syndicalisme révolutionnaire, l'expression la plus claire de l'indépendance ouvrière ?

Lire, étudier et diffuser la brochure : L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS, ce n'est pas résoudre le problème, c'est en connaître toutes les données et affermir sa volonté de le résoudre librement.

■

L'exemplaire : 100 francs. — Par colis de 20 : 1.200 francs.

Adresser les commandes à Marcheti, 1, rue Dulaure, Paris (20e)

C.C.P. 7473-08.